

 <p><b>INSTITUT DE L'ÉLEVAGE</b></p>	<i>Projet « Réseaux de Références en Élevage » Programme POSEI – France</i>	 <p><b>RESEAUX D'ÉLEVAGE DOM</b></p>
Réalisation :  <b>C. COUZY</b> <b>F. KLING-EVEILLARD</b> Service ASTRE	<b>Bilan d'étape 2007-2014</b> <b>du programme</b> <b>« Réseaux de Références en Élevage »</b>	Version finale

<b>Synthèse et perspectives .....</b>	<b>3</b>
<b>1<sup>ère</sup> partie : Objectifs et méthode de travail .....</b>	<b>5</b>
1-1 La demande : un bilan d'étape .....	5
1-2 Reformulation de la demande : le plan d'évaluation .....	6
1-3 Entretiens semi-directifs auprès de 68 interlocuteurs .....	6
<b>2<sup>ème</sup> partie : les acteurs nationaux .....</b>	<b>8</b>
2-1 Les Maîtres d'ouvrage : une phase encourageante et des attentes pour la suite .....	8
2-2 Les instituts techniques nationaux : un programme aux effets multiples .....	9
A. une vraie adhésion à un programme qui produit, malgré des faiblesses .....	10
B. un fonctionnement dynamique et complexe a gerer .....	11
<b>3<sup>ème</sup> partie : Les acteurs départementaux .....</b>	<b>15</b>
3-1 Antilles-Guyane : un programme nécessaire et un fonctionnement diversement apprécié .....	15
A. Services des DAAF .....	17
B. Maitres d'œuvre locaux .....	19
C. Eleveurs rencontrés .....	21
D. Conseillers et leurs structures .....	23
E. Autres acteurs locaux rencontrés .....	25
3-2 Réunion : des satisfactions a conforter .....	26
A. Maître d'œuvre local et conseillers .....	27
B. Services de La DAAF .....	34
C. Eleveurs rencontrés .....	35
D. Autres acteurs locaux .....	36
E. Pistes d'amélioration .....	36



## SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Conformément à la demande de l'ODEADOM, **un bilan d'étape des réalisations du programme au regard des objectifs poursuivis** (références technico-économiques pour le conseil et la stratégie de développement des filières animales dans les DOM en élevage ; références technico-économiques pour l'appréciation des contraintes et surcoûts dans le cadre du suivi des politiques communautaires en faveur des RUP) a été réalisé en 2014 afin de dégager des pistes d'amélioration et des priorités pour sa seconde phase (2015-2020).

Ce bilan a reposé sur l'analyse de la documentation disponible et la réalisation d'entretiens de type semi-directif (ce qui est fait/connu ; ce qui est apprécié / pose question ; les attentes) auprès de 68 acteurs, de métropole (maîtres d'ouvrage et instituts techniques) et de chacun des 4 DOM concernés (chambres d'agriculture, groupements de producteurs, DAAF, éleveurs,...). L'ensemble des travaux a été réalisé par le service ASTRE de l'Institut de l'Élevage, spécialisé dans les approches sociologiques et l'ingénierie de projet, en particulier dans les travaux d'évaluation.

Le programme est jugé utile et structurant pour le développement de l'élevage dans les DOM. Les principales réalisations mises à son crédit sont une **meilleure connaissance** du fonctionnement des principaux systèmes d'élevage et leur **caractérisation avec des références technico-économiques**. Celles-ci sont consolidées et fiabilisées dans la durée au fil des années, à partir de données de terrain, malgré les aléas rencontrés. Ces travaux ont permis le développement d'indicateurs, techniques mais aussi de performance économique.

Y sont associé **l'enrichissement des connaissances et des compétences des conseillers** en charge des suivis, notamment sur la dimension économique, le **décloisonnement des travaux** entre Chambres d'agriculture et OP, entre filières et entre DOM. Ces travaux rassemblant conseillers de CA et d'OP, autour d'une **approche et d'une méthode commune des références et des coûts de production**, permettent une nouvelle dynamique partenariale au bénéfice du conseil en élevage et de l'estimation des coûts de production.

Au niveau national, les instituts techniques mettent en exergue le chemin parcouru depuis 2007, époque à laquelle très peu de références, notamment économiques, sur les systèmes étaient disponibles dans les DOM et d'autre part les **synergies développées entre filières** afin d'adopter une même approche pour la production de références et pour le calcul des coûts de production. Et ce avant que le chantier ne soit lancé en métropole.

De manière générale, les principales contraintes rencontrées concernent en premier lieu **la disponibilité et/ou le turn-over des conseillers** en charge de suivi face à la difficulté d'obtenir sur le terrain les données souhaitées et avec le degré de fiabilité attendu. Cette contrainte est d'autant plus aigüe que **très peu de conseillers ont une expérience préalable en matière d'économie de l'exploitation**.

Le travail à déployer pour obtenir et valoriser les données économiques (traitement de la comptabilité, compléments issus du grand Livre et des factures disponibles,...) paraît en conséquence particulièrement lourd aux conseillers en charge de suivis. Dans ce contexte, l'agrégation et la valorisation des données issues des dispositifs de contrôle de performances (bovins-lait et bovins-viande) et de gestion technico-économiques (GTE/G3T, Lapicalcul,...) revêtent une importance particulière. Les délais pour obtenir les résultats consolidés et validés (au mieux en fin d'année N+1 pour la campagne de l'année N) sont jugés longs, mais sont inhérents au traitement des comptabilités, disponibles au mieux qu'en juin de l'année N+1.

Le nombre d'exploitations en suivi est ainsi en sous-réalisation alors qu'un élargissement de cet échantillon (nombre de fermes par type à augmenter ou autres types à suivre) paraîtrait nécessaire à certains interlocuteurs. L'éventuel ré-échantillonnage des types et des exploitations en suivi est à analyser lors les prochains Comités de Suivi Local, notamment en Antilles-Guyane. Face à la

difficulté pour augmenter le nombre d'exploitations en suivi, **la priorité est cependant à la consolidation et validation collective des références**, notamment économiques, **pouvant déjà être produites sur les systèmes en suivi**. Leur fiabilité est encore variable suivant le DOM et la filière concernée.

D'autre part, si **l'approche partenariale**, tant en métropole que dans chaque DOM, est un des atouts du programme, son fonctionnement avec un grand nombre d'interlocuteurs (3 instituts techniques, 5 maîtres d'œuvre locaux, 17 organisations et 28 conseillers pour 7 filières sur 4 territoires) **est souvent compliqué, voire difficile**.

La **dynamique est contrastée suivant les DOM**, de la satisfaction affirmée (Réunion, Guyane) à la demande de réajustements (Martinique), voire de refondation (Guadeloupe) par les maîtres d'œuvre locaux. L'animation locale est à conforter pour une valorisation plus partagée des données entre acteurs locaux, en redéfinissant une feuille de route annuelle des travaux et articulations entre acteurs.

En Antilles-Guyane, des **Comités de Suivi Local spécifiques à chaque DOM sont de nouveau à organiser**, sans pour autant abandonner l'organisation d'événements interDOM, comme l'ont été les CSL interDOM par filière. Ces **événements interDOM très appréciés** pourraient prendre la forme de séminaires rassemblant l'ensemble des conseillers, notamment sur le calcul et la valorisation des coûts de production dans les différentes filières.

Au-delà des spécificités de chaque territoire et du fonctionnement partenarial local, le principal axe commun d'amélioration attendu concerne **la valorisation des données et la diffusion des résultats**, tant en termes de régularité que de ciblage de contenu.

Si des résultats technico-économique et de coût de production dans différents systèmes existent maintenant, ils doivent cependant être **mieux connus, actualisés et accessibles de manière plus régulière**, que ce soit pour le conseil en élevage ou pour l'appréciation des politiques communautaires en faveur des RUP. **Des réponses plus concrètes sont attendues** concernant l'appréciation des coûts et surcoûts de production liés aux contraintes spécifiques des DOM. Le sujet est jugé très sensible et des précautions sont à prendre au vu du type d'exploitations constituant les échantillons RRE (exploitations avec comptabilité, avec niveau de fonctionnement et de résultats plutôt dans le 1/3 supérieur de l'existant).

**Des produits de format commun aux différentes filières sont à définir et à finaliser en priorité en 2015, puis à actualiser/compléter chaque année**. En complément de références technico-économiques « **Cas-Type Objectifs** » (exploitation avec un bon niveau de fonctionnement – valeurs cibles dans un objectif de développement), ils s'inspireront sans doute des travaux lancés au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2014 à la Réunion pour la production de références « **Exploitation standard** » (exploitation avec niveau de fonctionnement plus représentatif de l'univers existant – valeurs de références pour l'appréciation des politiques communautaires).

De manière générale, les besoins étant cependant différents selon les publics concernés (responsables professionnels et encadrement, conseillers, éleveurs), **des déclinaisons spécifiques sont aussi souhaitées suivant le public-cible**. Pour élargir le cercle des conseillers et producteurs bénéficiaires, des valorisations ou des contributions spécifiques sont ainsi attendues pour venir en appui aux actions de développement, que ce soit en termes de formation, de journées de terrain, de groupes de travail,...

## INTRODUCTION

Le présent document rend compte du bilan réalisé, entre juin 2014 et janvier 2015, sur la première phase (2007-2013) du programme Réseaux de Références en Élevage dans les DOM.

Ce programme Réseaux de Références en Élevage (RRE), est une mesure d'accompagnement du POSEI France (Chapitre VI). Il vise à apporter un appui au développement des filières animales dans quatre départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion). Sous la maîtrise d'ouvrage de l'ODEADOM ainsi que des Ministères en charge de l'Outre-Mer et de l'Agriculture, ce programme est coordonné et mis en œuvre au niveau national par l'Institut de l'Élevage, en association avec l'IFIP et l'ITAVI.

Le bilan a été confié à un service de l'Institut de l'Élevage spécialisé dans les approches sociologiques et en particulier dans l'évaluation. Ce service n'est pas partie prenante des RRE. Précisément, le bilan a été réalisé par Florence Kling-Eveillard pour la Réunion ; Christèle Couzy, en Guadeloupe, Martinique, Guyane ; et conjointement pour les acteurs métropolitains. Jocelyn Fagon et Charlotte Dockès ont également participé aux entretiens dans les Antilles-Guyane.

Le document propose une synthèse de l'ensemble des résultats (métropole, Antilles-Guyane, La Réunion) ainsi que des zooms particuliers selon les départements lorsque des spécificités apparaissent.

## 1<sup>ÈRE</sup> PARTIE : OBJECTIFS ET MÉTHODE DE TRAVAIL

### 1-1 LA DEMANDE : UN BILAN D'ETAPE

#### Réaliser un bilan d'étape auprès des principaux acteurs

L'objectif du bilan est de recueillir l'avis des principaux acteurs engagés dans le programme, et également de quelques personnes pouvant en bénéficier, afin d'identifier :

- Ce qui est fait et connu des réseaux d'élevage
- Ce qui est apprécié et ce qui pose question
- Les attentes pour phase 2014-2020

#### Au regard des objectifs visés

Les trois Instituts (Institut de l'Élevage, Institut du Porc et Institut de l'Aviculture) sont chargés, sous la responsabilité et la coordination de l'Institut de l'Élevage, d'apporter un appui technique pour mettre en œuvre dans les 4 départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) auprès des organisations professionnelles et interprofessionnelles locales un dispositif de collecte et d'élaboration des références technico-économiques sur les systèmes d'exploitations agricoles organisées autour de l'élevage,

L'objectif de ce dispositif est de répondre,

- d'une part aux besoins relevant du développement des filières (définition des stratégies de développement en permettant d'identifier les types d'exploitations agricoles organisées autour de l'élevage à promouvoir, politique d'installation de nouveaux éleveurs par l'établissement d'Études Prévisionnelles Installations (EPI) plus fiables,...).
- d'autre part, aux besoins relevant du suivi et de l'évaluation des programmes communautaires en faveur des RUP (Régions Ultra Périphériques) en permettant de justifier des surcoûts des productions locales liés aux handicaps spécifiques (éloignement, insularité, faible superficie, reliefs et climats difficiles, retard de développement...).

Il est à noter que l'objectif de définition d'indicateurs et de constitution de tableaux de suivi de l'amélioration de l'efficacité économique des filières animales et des dispositifs d'aides, initialement prévu dans le chapitre VI RRE du POSEI-France a été abandonné en 2008 sur décision du Comité de Pilotage. Il a été considéré que l'élaboration de tels tableaux de suivi incombe aux organisations interprofessionnelles (IGUAVIE, AMIV, ARIBEV-ARIV) et que la contribution des RRE devait se concentrer sur l'alimentation des indicateurs « production » selon les attentes et besoins exprimés par chacune des interprofessions.

## 1-2 REFORMULATION DE LA DEMANDE : LE PLAN D'ÉVALUATION

Dans la convention annuelle 2014 entre l'ODEADOM et l'Institut de l'Élevage, le bilan d'expérience est évoqué dans les termes suivants : « Évaluation qualitative et quantitative de l'expérience et des résultats des Réseaux de Référence sur la période 2006-2013 ».

Après échanges avec les Maîtres d'ouvrage, l'objectif a été reformulé. Il s'agissait de réaliser un bilan de l'expérience et des résultats sur la période 2006-2013 pour dégager des pistes d'amélioration et des priorités pour la seconde phase de 2014 à 2020. On est donc dans un bilan intermédiaire dans la mesure où le programme n'est pas achevé au moment de la réalisation du bilan.

Le bilan devait apporter des éléments sur 3 critères principaux : la capacité du programme à répondre aux objectifs fixés, l'implication et la satisfaction des acteurs et des partenaires du programme, l'impact sur les cibles, destinataires potentiels des références.

Pour cela, le bilan s'est appuyé d'une part sur une analyse des documents disponibles (comptes rendus annuels d'exécution, supports de communication et de diffusion des résultats, etc.) et d'autre part sur des entretiens au niveau national et départemental.

Au final, le travail de bilan a comporté 4 phases principales, qui se sont succédées dans le temps :

- étude des documents existants,
- entretiens semi-directifs auprès des principaux acteurs en métropole et dans chaque DOM,
- analyse des informations recueillies,
- restitution orale et écrite.

## 1-3 ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS AUPRÈS DE 68 INTERLOCUTEURS

Pour ce travail de bilan, nous avons mobilisé les outils de la sociologie, au premier rang desquels se situent les **entretiens semi-directifs**. Ces entretiens permettent :

- d'écouter pour se faire une idée de ce que les personnes rencontrées pensent,
- mais également de recueillir leurs points de vue, à partir d'une écoute approfondie
- et de mener ensuite une véritable analyse qui permette de comparer de façon méthodique et rigoureuse les réponses et de constater des convergences, des divergences.

La trame d'entretien était structurée autour des points suivants :

- La connaissance du programme, de ses produits et de ses valorisations et la perception de leur pertinence et de leur utilité
- La connaissance des objectifs du programme et l'appréciation de leur atteinte ;
- La satisfaction des acteurs quant à leur implication
- La perception par les acteurs des difficultés et réussites dans le fonctionnement du programme aux différentes étapes de la production des références (suivi des fermes et collecte des

données, saisie, élaboration des références, restitution aux éleveurs du réseau, publications et diffusion, fonctionnement partenarial etc.) ;

- L'impact sur les cibles (acteurs impliqués dans le réseau et acteurs hors réseau) ;
- Les pistes d'amélioration pour la seconde tranche du programme.

L'échantillon de personnes interviewées a été constitué d'acteurs de métropole et d'acteurs dans chacun des départements. Au total **68 personnes** ont répondu aux questions du bilan :

- Une quasi exhaustivité pour les maîtres d'ouvrage ; l'équipe d'encadrement et d'appui national ; les maîtres d'œuvre locaux et les administrations départementales.
- Un nombre important d'opérateurs économiques impliqués dans les RRE.
- Un petit nombre d'éleveurs, pour des raisons pratiques et logistiques (distance...).

**Tableau 1 : liste des organismes des acteurs nationaux et locaux rencontrés**

Catégorie (Nb total de personnes rencontrées)	Organisme ou service (Nb de personnes rencontrées)
Maîtres d'ouvrage (5)	ODEADOM (3) MAAP (1) MOM (1)
Equipe technique nationale (9)	Idele (6) Ifip (2) Itavi (1)
DAAF (7)	Service Économie agricole (6) Service Marché et filières (1)
Maîtres d'œuvre locaux (17)	Responsable techniques et professionnels - Chambre d'agriculture (6) Conseillers réalisant des suivis RRE - Chambre d'agriculture (10) Responsable technique - Interprofession (1)
Opérateurs économiques (14)	Responsables techniques et professionnels (7) Conseillers réalisant des suivis RRE (7)
Eleveurs (7)	Bovins viande, viande et ovins (3) Bovins lait (1) Petits ruminants (1) Porcs (1) Volailles fermières (1)
Utilisateurs potentiels (4)	Point Installation Info (1) Conseiller Chambre d'Agriculture non impliqué dans RRE (1) Formateur (CFPPA) (1) Groupement de producteur non impliqué (1)
Autres (5)	INRA (3) Animateur RITA (1) Ingénieur IKARE (1)

## 2<sup>ÈME</sup> PARTIE : LES ACTEURS NATIONAUX

Au niveau national, deux types d'acteurs ont été rencontrés. D'une part, les maîtres d'ouvrage et d'autre part, l'équipe technique nationale, composée des ingénieurs des Instituts techniques en charge de la coordination et de l'assistance technique au programme.

### 2-1 LES MAÎTRES D'OUVRAGE : UNE PHASE ENCOURAGEANTE ET DES ATTENTES POUR LA SUITE

L'avis et les attentes des Maîtres d'ouvrage ont fait l'objet d'un entretien collectif avec leur(s) représentant(s), réunion ayant rassemblé Mme Lacour, Jean-Pierre et Gourvennec de l'ODEADOM, Mme Querrec du Ministère de l'agriculture (MAAF) et M. Cayé du Ministère des Outre-mer (MOM)

A partir d'une mise à plat de leur vision et de leurs questions sur les réseaux DOM, cette réunion a permis en premier lieu de préciser les attentes des maîtres d'ouvrage vis-à-vis des travaux de bilan des réalisations des Réseaux DOM et des éléments de méthode (échantillon et guide d'entretien),.

Il faut noter que les participants à cette réunion n'avaient pas toutes les mêmes attentes vis-à-vis de la production des références des Réseaux d'élevage. Les attentes des Ministères se concentrent essentiellement sur l'objectif de contribution à l'estimation des surcoûts liés aux contraintes spécifiques pour contribuer à l'orientation des politiques publiques. L'objectif de contribution au développement des filières animales et à l'accompagnement des éleveurs n'est principalement relevé que par l'ODEADOM.

Concernant cet objectif des RRE de produire des références technico-économiques pour accompagner les éleveurs, l'ODEADOM considère que le programme est bien en place dans les DOM et a commencé à produire les références attendues. Pour atteindre pleinement l'objectif, les références doivent cependant être directement valorisées auprès de l'ensemble des éleveurs (et pas seulement des éleveurs suivis dans le réseau).

Les interrogations portent aujourd'hui sur l'impact de ces valorisations en termes de messages techniques concrets et sur les changements de pratiques des éleveurs induits par ces messages. Le bilan d'expérience peut être un moyen de recueillir quelques éléments sur cet impact (notamment en questionnant les techniciens, relais potentiels des messages vers les éleveurs). Les maîtres d'ouvrage ont exprimé le souhait que la deuxième tranche 2014-2020 du programme les Réseaux s'attache particulièrement à valoriser les références produites auprès de l'ensemble des éleveurs.

Pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage réunis, les RRE n'ont pour l'instant répondu que de façon incomplète à l'objectif d'estimation des surcoûts. Le constat partagé est que le sujet des surcoûts liés aux contraintes spécifiques des territoires est un sujet essentiel et délicat, à fort enjeu pour les partenaires nationaux, locaux et bien sûr européens. Le second objectif axé sur le développement a, à la fois, favorisé la mobilisation des acteurs locaux, répondu à des besoins et apporté des éléments pour améliorer l'efficacité des exploitations. Les maîtres d'ouvrage demandent à obtenir dans la deuxième tranche du programme des réponses concrètes sur les surcoûts, qu'ils considèrent ne pas avoir pour le moment.

Questionnés sur les documents produits dans les différents DOM et sur la base d'une liste des publications établie par l'ODEADOM, plusieurs difficultés apparaissent :

- les publications ne sont pas toutes connues des maîtres d'ouvrage
- le nom des publications ne leur paraît pas explicite quant au contenu traité, et aucune ne traite directement des surcoûts
- Les publications paraissent de façon irrégulière ce qui ne leur semble pas permettre de suivre les évolutions dans le temps

- ces publications leur apparaissent peu adaptées à leurs besoins car elle leur semble plus particulièrement destinées aux partenaires locaux et souvent trop techniques pour leurs besoins.

Plusieurs d'entre eux font l'hypothèse que les données sur l'estimation des surcoûts sont disponibles dans les réseaux mais qu'il s'agit de les mettre en forme et envisagent pour cela de solliciter l'équipe technique nationale, ce qui a été fait en décembre 2014.

De façon complémentaire il est évoqué de prendre en compte dans l'approche réseau les paramètres de l'agro écologie pour décrire les exploitations suivies.

En complément des données sur les surcoûts, les maîtres d'ouvrage sont également demandeurs de données synthétiques sur les filières d'élevage des DOM, tel que présentées par exemple dans le dépliant 2013 « Chiffres clés » diffusé à La Réunion portant sur les filières bovins viande et lait.

Les maîtres d'ouvrage ont évoqué également dans cette réunion la nécessité d'une plus forte implication des DAAF, jugée essentielle à la réussite du projet RRE.

## 2-2 LES INSTITUTS TECHNIQUES NATIONAUX : UN PROGRAMME AUX EFFETS MULTIPLES

Comme mentionné dans la partie 1-3, la quasi-totalité des ingénieurs des Instituts techniques qui coordonnent ou assurent une assistance technique aux RRE a été rencontrés. Plus précisément, il s'agit de :

**Tableau 2 : liste des ingénieurs de l'Institut de l'Élevage, de l'IFIP et de l'ITAVI rencontrés**

Nom du coordonnateur	Objet et Institut	Zone	Démarrage de l'implication
<b>A Villaret</b>	Coordination générale du programme - Toutes filières – Idele	La Réunion et Antilles-Guyane	>2006
<b>T Charroin</b>	Assistance technique évolutions Diapason – Toutes filières - Idele	La Réunion et Antilles-Guyane	>2007
<b>F Galan</b>	Coordination régionale du programme - Toutes filières – Idele	Antilles-Guyane	>2007
<b>J-L Reuillon</b>	Gros Ruminants – Idele	La Réunion	>2007
<b>B Duflot</b>	Porcins - IFIP	Antilles-Guyane	>2007
<b>B Badouard</b>	Porcins - IFIP	La Réunion	>2007
<b>S Gallot</b>	Volailles - ITAVI	La Réunion et Antilles-Guyane	>2007
<b>V Bellet</b>	Petits ruminants – Idele	Antilles-Guyane	>2010
<b>JB Mis</b>	Gros Ruminants – Idele / CA 81	Antilles-Guyane	> 2012

La **stabilité de l'équipe technique nationale** est à noter puisque la plupart d'entre eux sont présents dans le programme depuis sa création.

## A. UNE VRAIE ADHÉSION À UN PROGRAMME QUI PRODUIT, MALGRE DES FAIBLESSES

Questionnées sur les effets des RRE DOM, les personnes se montrent d'emblée globalement positives quant au chemin parcouru depuis la mise en place de ces réseaux depuis leur lancement. Elles mettent en avant des acquis ou des effets aux différents niveaux (national et local).

Toutes les personnes rencontrées ont souligné l'intérêt qu'elles avaient à travailler sur le dossier RRE qui malgré sa complexité (ou grâce à elle), s'est avéré très stimulant. Pour l'un des experts, c'est même le plus beau dossier de sa carrière (déjà longue).

### Une synergie entre experts nationaux pour construire une méthode commune

Les personnes en charge des appuis nationaux depuis le démarrage du programme sont aussi celles qui ont travaillé collectivement pour adapter la méthode et l'outil Diapason au contexte DOM et aux productions monogastriques alors qu'il avait été conçu pour les élevages de ruminants de métropole.

Ce travail a nécessité de nombreux échanges et confrontations entre les experts des différentes productions. Il a été vécu comme fructueux parce qu'il a permis d'atteindre l'objectif fixé de produire un outil opérationnel pour le recueil de données dans les élevages des RRE DOM et comme très enrichissant pour les personnes. Il s'est ensuite poursuivi, essentiellement à la Réunion, par la prise en compte de l'approche Coût de production, occasion là encore de confronter les approches puisque cette notion n'était pas connue ni utilisée dans les filières monogastriques.

Les acteurs des Instituts techniques considèrent que ces travaux ont directement contribué aux travaux inter-filières menés en métropole, dans le cadre en particulier du RMT Économie auxquels ils participent.

Les 3 Instituts techniques évoquent également des retours positifs pour leur propre structure et, considérant que les avancées réalisées pour les DOM ont enrichi leur propre approche des références en élevage, voire contribué à redynamiser l'équipe en charge des suivis de référence au sein de leur structure.

Les DOM ont de fait, selon eux, bénéficié en retour de cette synergie à la fois à travers les outils mis à disposition pour la saisie et leurs compétences d'experts.

### Des effets multiples dans les DOM, mais aussi des interrogations et des réserves

Les acteurs nationaux qui ont participé au démarrage rappellent les débuts difficiles, voire conflictuels de la mise en place du réseau d'élevage. Tous font le constat que **des pas importants ont été franchis**, puisque les réseaux sont bien en place, fonctionnent et produisent effectivement des références technico-économiques. Au-delà de ce constat, les effets cités peuvent être regroupés autour de plusieurs points.

Tout d'abord les acteurs évoquent **les publications** diffusées. Elles concrétisent la production de références, sont à la disposition des acteurs locaux et répondent de façon satisfaisante selon eux à ce qui est demandé par les financeurs.

Cependant certains pensent que leur forme n'est pas très adaptée au public des éleveurs parce que cela manque de repères simples, signalant que cette difficulté se rencontre également en métropole pour des documents du même type. Rappelons que l'approche des cas concrets d'élevages illustrée dans les documents du réseau petits ruminants en Antilles-Guyane constitue une voie/tentative face à cette difficulté.

Au-delà de la production brute de références, les acteurs considèrent que le réseau a eu un **effet structurant sur le développement** en fournissant des moyens et des outils, en favorisant l'acquisition

de compétences (quelqu'un parle de « changement de posture ») voire en stimulant l'organisation du conseil auprès des éleveurs par les structures locales. Ainsi la prise en main par les techniciens de terrain de la démarche de saisie et de collecte des données est mise en avant comme un acquis important pour tous les DOM. En particulier la prise en compte de la dimension économique en complément de la dimension technique, qui selon les acteurs répond à un réel besoin des éleveurs et constitue une spécificité ou une nouveauté pour les techniciens. Néanmoins, l'intégration de la dimension économique reste limitée dans les filières où les élevages sont fragiles (granivores, petits ruminants dans les Antilles-Guyane).

Les éditions papier des synthèses Diapason sont considérées comme des supports possibles du dialogue du technicien avec l'éleveur suivi. Les éleveurs des réseaux se retrouvent ainsi soutenus à la fois parce qu'ils disposent de données technico-économiques sur leur exploitation et parce que la collecte des données et leur restitution sont l'occasion de visites régulières d'un technicien. Certains acteurs parlent cependant d'un bénéfice inégal pour les éleveurs, selon leur motivation et leurs projets.

Certains acteurs constatent qu'au-delà des techniciens directement impliqués (qui sont de fait nombreux), les autres ne se sentent pas directement concernés. En effet, les autres n'ont ni les mêmes moyens, ni les mêmes compétences ni les mêmes ressources pour accompagner les éleveurs. De plus l'effet structurant sur le développement se heurte aux éléments de contexte et aux conditions d'exercice de l'élevage dans chaque DOM.

Les acteurs nationaux qui interviennent à La Réunion disent tous que la mise en place du réseau a conforté la Chambre d'Agriculture, accru les compétences de ses agents et contribué à sa reconnaissance par ses partenaires. Le partenariat entre la Chambre d'agriculture et les organisations de producteurs permet que le réseau fonctionne aujourd'hui après des débuts décrits comme difficiles. Dans les Antilles-Guyane, cette dynamique partenariale est plus limitée, sauf en Martinique où la Chambre d'Agriculture a spécialisé un agent pour le suivi de plusieurs filières. Dans les autres Antilles-Guyane, la structuration apparaît au niveau des acteurs économiques qui coopèrent plus facilement et apprennent à travailler ensemble... même si cela peut sembler lent (en particulier en Guyane).

Concernant l'objectif des réseaux portant sur l'estimation des **surcoûts liés aux contraintes spécifiques** des DOM, les acteurs interrogés considèrent avoir déjà apporté des exemples de possible contribution en 2009 et disent que les références des réseaux fournissent des éléments pour répondre à cette question, qu'ils pourraient être complétés et mis en forme.

Une personne considère que la question à traiter est plutôt celle de l'optimisation des systèmes en prenant en compte les contraintes des contextes locaux où l'élevage n'est pas prioritaire et soumis à des aléas commerciaux (importation de viandes congelées par exemple).

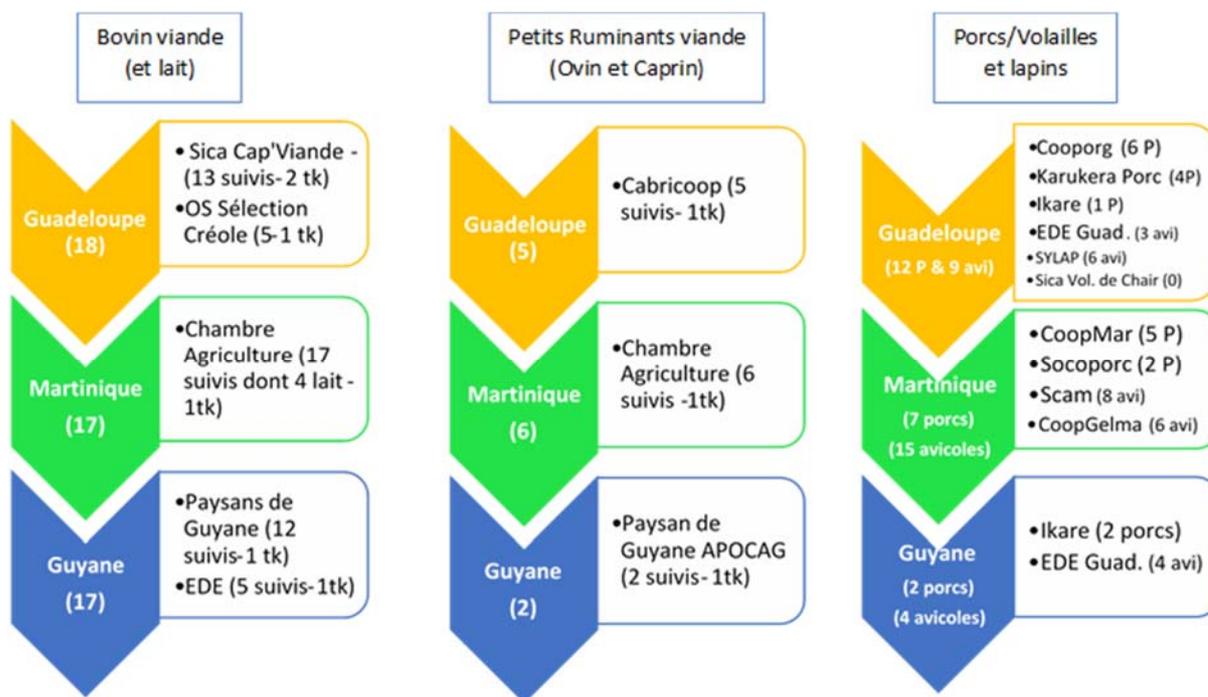
## B. UN FONCTIONNEMENT DYNAMIQUE ET COMPLEXE A GERER

Les personnes rencontrées partagent un avis positif sur les RRE même si elles énoncent les limites pour certaines filières et/ou territoires. Elles évoquent un programme ambitieux qui s'est installé progressivement, non sans difficultés.

Les experts techniques nationaux, ont des regards différents, sur l'animation du programme, le fonctionnement des équipes techniques... et la dynamique des filières. Ils mettent en avant la satisfaction à travailler avec les équipes locales. Ils soulignent la qualité des échanges, des résultats produits. Ils notent néanmoins souvent la difficulté à faire avancer le dossier RRE entre deux missions. Maintenir une pression de travail constante n'est pas toujours aisé.

## Pour les Antilles-Guyane, un programme jugé unanimement intéressant mais parfois difficile à animer

Dans les Antilles-Guyane la multiplicité et la diversité des acteurs de terrain est grande. Elle résulte, semble-t-il du fait que les coopératives sont directement impliquées dans les suivis dans plusieurs filières et départements (voir graphique 1), même si ce constat est à moduler selon les filières et les territoires.



Graphique 1 : Nombre de suivis et répartition par structure et par DOM en 2014

**En bovins, l'expert national souligne la diversité des Antilles-Guyane** qui ont des besoins et des logiques différentes. Il souligne la qualité du travail fait avec chaque département même si l'implication diffère selon les structures. Le travail autour des cas type a été réalisé mais en complément, un travail de valorisation des données à destination des structures locales, en phase avec leurs attentes semble important à développer plus avant. Les voies d'amélioration concernent également le choix des fermes suivies (abandonner celles qui n'offrent pas de perspectives ou sont trop atypiques).

**En petits ruminants, une animation à l'échelle régionale** : l'équipe composée des 3 techniciens des 3 départements est décrite comme « jeune, dynamique et productive ». L'expert national les a conduits à réaliser des cas concrets, puis des repères techniques et économiques (réglettes de positionnement individuel pour l'éleveur) qui sont utilisées en dehors du cercle des RRE. Les cas types sont vus comme encore délicats à réaliser du fait de la difficulté à stabiliser les élevages suivis et à obtenir toutes les informations économiques (charges de structures notamment). Les élevages sont décrits comme particulièrement fragiles (prédation, précarité foncière...) et de taille encore insuffisante. La voie d'amélioration est le travail sur les coûts de production à l'échelle de l'atelier. Une meilleure connaissance de la main d'œuvre serait nécessaire mais reste difficile à appréhender. Le départ du conseiller Guyanais est vu comme problématique.

**En porc, une implication des éleveurs très limitée** : le travail de l'expert est centré sur des échanges avec l'animatrice chargée de superviser voire collecter l'ensemble des données (avec l'appui des coopératives) sur les 3 départements des Antilles-Guyane. Pour l'expert, l'implication des coopératives s'est améliorée au fil du temps mais celle des éleveurs reste faible. L'existence d'un double objectif pour les RRE, à la fois développement et connaissance des surcoûts, a freiné, selon lui,

l'implication et la confiance des éleveurs. Par ailleurs, le niveau de technicité de ces éleveurs est jugé très variable. Généralement les données techniques ne sont pas directement disponibles, il ne suffit pas de les collecter, il faut les reconstituer. Ainsi il note la faible autonomie des éleveurs quant aux enregistrements (naissances, mortalité...).

**En volaille, le travail de coordination est réalisé département par département.** Il se limite néanmoins à deux regroupements puisque la Chambre d'Agriculture de Guadeloupe assure le suivi des ateliers « poules » en Guyane, faute de conseiller pour cette filière sur place. En Martinique, les suivis sont réalisés par les coopératives. La dynamique est jugée positive, même si les synthèses restent limitées. La nécessité d'une plus forte animation régionale est espérée. La fragilité des filières est mise en avant comme une difficulté pour construire un travail technique de qualité avec les éleveurs.

**En lapin, l'implication de la filière est présentée comme faible** dans le programme. Les coopératives ne semblent pas s'investir, ce qui fait qu'aucun suivi n'est réalisé.

Enfin, les experts qui le réalisent mettent en avant leur satisfaction de participer à des rendus collectifs aux éleveurs lors de leurs missions. Cela permet une validation des données, une valorisation des résultats, des échanges directs. La présence des éleveurs est néanmoins variable et parfois décevante (en Guyane, la distance entre les élevages sur la bande côtière est un facteur d'explication).

La participation des experts aux Comités de Suivi Locaux est vue comme intéressante et utile.

Ainsi, les experts techniques nationaux évoquent l'utilité, à l'avenir, d'adapter les objectifs aux contextes locaux et en particulier à des logiques de production différentes de la métropole, qui font parfois la part belle aux aspects rituels (ovins, caprins) voire patrimoniaux (bovins vus plutôt comme un capital « sur pied » que dans une logique de production).

Ils ressentent également la nécessité de « rester sur des contenus et des produits ciblés » face aux besoins techniques importants de certains éleveurs, à l'image de ce qui a été créé pour les petits ruminants (non pas des cas types mais des repères présentés sous forme de réglettes). De fait, certains évoquent la nécessité d'adapter les critères relevés (nombre, nature) pour coller à la réalité des éleveurs, partir de là où ils en sont, pour les aider à progresser. Certains encadrants du programme soulignent la difficulté à appréhender les systèmes d'exploitation mixtes (culture + élevage) par rapport aux systèmes spécialisés.

## **A La Réunion, une vraie dynamique mais une équipe avec un turn-over important et des incertitudes sur son avenir**

Les 3 experts nationaux en charge de l'assistance technique à La Réunion mettent en avant le dynamisme de l'équipe locale actuelle (rassemblant une coordinatrice et un animateur technique à temps partiels et 7 techniciens de suivi de la Chambre d'agriculture et de la coopérative Avipole), et se disent satisfaits des productions. Les échanges entre cette équipe et les experts nationaux lors des missions sont jugés par ces derniers riches et constructifs et bénéficient de cette dynamique. Le séminaire organisé en 2012 sur le Coût de production a selon eux à la fois contribué à conforter l'équipe en place et favorisé la compréhension et l'appropriation par les acteurs locaux du réseau d'élevage et de ses productions.

Les difficultés évoquées à propos du fonctionnement portent principalement sur le turn-over des interlocuteurs des filières jugé trop important et concerne les techniciens de suivi et/ou les responsables techniques des coopératives de toutes les productions à des degrés divers. Cela a pour conséquence selon eux la nécessité de passer du temps à réexpliquer, à former sur la méthode et ralentit l'avancée du projet. De plus, les évolutions structurelles de la Chambre d'Agriculture pourraient amener à modifier le fonctionnement et l'animation de l'équipe, ce qui suscite des inquiétudes chez les experts nationaux.

Certains rappellent en outre qu'il faut rester vigilant sur la qualité du processus de productions de données et des références, éviter l'automatisme et préserver une collecte au plus près de l'élevage.

De façon unanime, les experts considèrent que les références sont produites de façon satisfaisante et que la priorité aujourd'hui est d'en faire bénéficier l'ensemble des producteurs, voire de développer des outils d'accompagnement technique (par exemple simulateurs de projets, réglettes pour positionnement individuel des éleveurs) qui permettent de les valoriser encore mieux. En complément ils suggèrent d'élargir soit l'approche (travailler sur de nouvelles thématiques, bâtiments, énergie, ...) soit l'échantillon des systèmes de production suivis.

### 3<sup>ÈME</sup> PARTIE : LES ACTEURS DÉPARTEMENTAUX

#### 3-1 ANTILLES-GUYANE : UN PROGRAMME NÉCESSAIRE ET UN FONCTIONNEMENT DIVERSEMENT APPRÉCIÉ

Dans les Antilles-Guyane, les avis convergent sur l'intérêt des RRE dans les filières d'élevage et les fortes attentes quant à la seconde période (2014-2020). Néanmoins, les retours sont différents quant au fonctionnement du programme sur la première période (2007-2013), selon les départements. Les retours de Guyane sont très positifs alors que ceux de Guadeloupe et Martinique sont plus mitigés, voire critiques.

Les RRE sont jugés nécessaires et bienvenus. Les acteurs rencontrés mettent en avant le fait que ce programme a permis :

- La collecte et l'analyse de données précises, qui n'existaient pas auparavant
- La production de références pour l'appui technique
- Un regard nouveau et utile sur les exploitations
- Une analyse des systèmes d'exploitation et l'établissement de typologies
- Le renfort des compétences des techniciens dans les départements où l'élevage est peu présent et les techniciens peu nombreux.

Les 32 personnes rencontrées pour un entretien de 1h30 à 3h, figurent sur le tableau ci-dessous. Les noms en grisé concernent les personnes interrogées à plusieurs titres et qui y figurent donc plusieurs fois.

**Tableau 3 : Les 32 personnes rencontrées en Antilles-Guyane**

	Guadeloupe	Martinique	Guyane
<b>DDAF</b>	J.C. Maisonneuve	A. Sellier, J. Helpin	C. Mittenbulher B. Lyonaz-Perroux F. Rollet (PSEI)
<b>Maître d'Œuvre Locaux</b>	M. Célanie (CA) E. Shitalou (IGUAVI)	G. Moutoussamy (CA)	O. Letellier (EDE)
<b>Éleveurs</b>		- Porcs - Bovins-ovins	- Petits ruminants - Bovins - Porcs
<b>Techniciens</b>	S. Jock (OS Créole), G. Caneval (Cap'Viande) R. Gadet (CA)	COOPMAR (M. Cyrille) SCAM (P. Despeaux) CA (F. Marie)	N. Condina (SCEBOG) O. Letellier (EDE) R. Gadet (CA)
<b>Autres personnes</b>	- M. Gérard (animateur RITA) - F. Blochet (récent directeur Cap(Viande)) - A. Fauchone, N. Mandonnet, M. Naves (chercheurs INRA)	Directrice SCAM	- C. Vignard (Directeur SCEBOG) - P.E. Ducat (Président OPEG) - Animateur Interprofession Viande - Point info instal. - Ingénieur IKARE

**Tableau 4** : Tableau des publications Antilles-Guyane

Année parution	Résultats technico-économiques	Cas-type	Autres productions
2008	Premiers résultats sur les systèmes d'exploitations avec monogastriques des Départements Français d'Amérique  Premiers résultats sur les systèmes d'exploitations avec ruminants des Départements Français d'Amérique		Panorama des filières animales et typologie des systèmes d'exploitation avec élevage de Guadeloupe, Guyane et Martinique (60p)
2009	Résultats technico-économiques issus des exploitations du Réseau de références de Guyane – Campagne 2008 (16p)		Caractérisation des systèmes d'élevage bovin des départements d'outre-mer (DOM). Premiers résultats et marges de progrès issus des Réseaux de références » Article colloque 3R  <b>Notes de synthèse :</b> Coûts de production Volailles standards – producteurs en filière organisée - Martinique Campagne 2008  Coûts de production et résultats économiques des élevages porcins - DFA Campagne 2007
2010	Résultats technico-économiques du réseau de références porcine de Martinique (8p)  Résultats technico-économiques 2009 du réseau de références porcine de Guadeloupe (8p)  Résultats technico-économiques 2009 du réseau de références volaille de chair de Martinique (8p)	Cas-type Porc naisseur-engraisseur spécialisé Guadeloupe (6p)	Systèmes d'élevage de petits ruminants dans les Antilles-Guyane (tableau de bord, cas-concrets et témoignages) (20 p)
2011	Résultats technico-économiques de la campagne 2010 du Réseau de références « porcs » de Guadeloupe (8p)		
2012	Résultats technico-économiques 2011 du Réseau de références « porcs » de Martinique (8p)  Résultats technico-économiques 2011 du Réseau de références « porcs » de Guadeloupe (8p)		
2013	Résultats technico-économiques et tableau de bord des filières bovines de Guyane (campagnes 2009 à 2011) du Réseau de références bovine de Guyane, 16 pages  Résultats technico-économiques 2012 du Réseau de références « porcs » de Guadeloupe (8p)  Résultats technico-économiques 2012 du Réseau de références « porcs » de Martinique (8p)	Cas-type Porc naisseur-engraisseur spécialisé (42 truies présentes) Martinique (6p)  Conjoncture 2012 du Cas-type Porc naisseur-engraisseur spécialisé Guadeloupe (2p)	Repères techniques pour la production porcine en Guyane (8p)

2014	Analyse pluriannuelle de la production issue des exploitations des grands ruminants de Guyane (20p)		
	Résultats technico-économiques 2012 et évolutions pluriannuelles du Réseau de Références Bovin Viande de Guadeloupe (6p)		
	Résultats technico-économiques 2012 et évolutions pluriannuelles du Réseau de Références Bovin Viande de Martinique (6p)		

## A. SERVICES DES DAAF

Les personnes rencontrées dans les services économie agricoles et des filières ; service élevage des DAAF n'ont pas de rôle opérationnel dans le programme mais le suivent de près en tant que représentants de l'État et en tant qu'utilisateurs des productions. Elles ont mis en évidence différents points positifs et négatifs liés au fonctionnement des RRE. En résumé :

Les +	Les -
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une fonction d'observatoire complémentaire du RICA et plus précis</li> <li>• Une meilleure connaissance de la diversité des systèmes d'élevage et de leurs résultats</li> <li>• Qualité des documents produits</li> <li>• La possibilité de peser dans le dialogue avec les OP pour orienter les aides : niveau technique et non plus seulement investissements matériels (GY)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rythme des productions</li> <li>• Diffusion et appropriation insuffisantes des résultats par les éleveurs et les responsables professionnels (GY)</li> <li>• Difficultés relationnelles (GL)</li> </ul>

### Un programme connu et soutenu

Les partenaires rencontrés dans les services élevage des DAAF connaissent bien les RRE, ses principes, ses acteurs, les moyens alloués et ses principaux résultats. Ils notent l'importance du programme et le cas échéant, la contribution qu'ils ont apportée à son montage. Le principe et la qualité des publications sont salués.

Les détails pratiques (nombre de fermes suivies...) sont connus avec moins de précision mais sont bien appréhendés. Pour un département, le nombre de fermes suivies est insuffisant au regard de ses attentes vis-à-vis de la fonction d'observatoire.

### Des productions de qualité mais pas assez fréquentes

Les personnes rencontrées mettent en avant la qualité des productions (plaquettes de synthèse) « une information nouvelle, précise, qui n'a pas d'équivalent » (DAAF Guyane). Ils regrettent, néanmoins, unanimement le rythme insuffisant des parutions.

### Une sous-utilisation des résultats par les filières

Les personnes rencontrées soulignent d'autre part, une sous-utilisation des résultats produits par les RRE. En effet, les données sont vues comme très intéressantes mais peu connues en dehors du réseau, voire mal appropriées par les organisations professionnelles (coopératives en particulier).

Elles pourraient s'en saisir pour repenser le développement de leur filière mais ne le font pas spontanément. Un maillon semble manquer pour que ces organisations travaillent véritablement les informations.

Pour un autre département, les Réseaux sont vus comme ayant une place à prendre dans l'animation technique des agents de développement, et des éleveurs (au-delà du cercle des éleveurs suivis). De la même façon, la personne constate que cette valorisation n'existe pas.

### **Un renforcement de la fonction d'observatoire... sur un nombre limité d'exploitations**

Les interlocuteurs rencontrés précisent que les données fournies par les RRE complètent les informations dont ils disposent via les services statistiques. Les données sont différentes, plus précises, offrent une photographie plus nette de l'élevage, en particulier au niveau économique. Néanmoins, ils soulignent en parallèle, la taille très limitée de l'échantillon de fermes suivies et donc la nécessaire prudence quant à l'utilisation de ces données. Ils mettent également en avant leur caractère perfectible car la fiabilité des données est pour certains, encore à améliorer.

### **... voire la création de leviers auprès des acteurs des filières**

En Guyane, les données des Réseaux ont permis au service élevage de disposer « *d'une aide à la décision* » pour l'orientation des fonds destinés au développement. En effet, l'administration dit avoir pu argumenter de la faiblesse des résultats techniques et donc de la nécessité de mettre en place un appui aux producteurs quand les filières demandaient des aides à l'investissement en élevage.

### **Un fonctionnement vu de façon très contrastée**

En Guyane le fonctionnement interne et partenarial du programme est vu de façon très positive. Des liens semblent possibles entre les RRE et le RITA qui inclura des actions de conseil. Il n'y a pas d'antagonisme entre organismes au sein des RRE, seulement des occasions manquées entre partenaires du développement... à revitaliser et à animer de façon plus active.

Pour les deux autres départements, le regard est plus critique sur le fonctionnement tant interne (qualité des suivis des fermes, fiabilité des résultats...) qu'externe (partenariat avec les acteurs de l'élevage). Les relations partenariales entre le coordinateur régional Idele et la DAAF de l'un des départements sont d'ailleurs annoncés comme très mauvaises.

Pour le fonctionnement interne, la qualité des suivis est vue par les DAAF comme variable selon les filières et l'implication des structures, parfois insuffisante (les suivis en filière lapin rencontrent de réelles difficultés avec une absence de réalisation par les coopératives en Martinique et Guadeloupe). L'animation générale est insuffisante (pas assez de travail collectif des équipes techniques locales). Le rôle des différents partenaires ainsi que les articulations avec Ikare sont à préciser.

Les Comités de Suivi Locaux (CSL) inter Antilles-Guyane sont vus comme des événements utiles, importants par certains représentants des DAAF (Guyane, Martinique) ou dispendieux et moins intéressants pour un autre (Guadeloupe).

### **Les améliorations attendues**

- Recréer le partenariat, les échanges :
  - Renforcer plus spécifiquement les échanges avec les services statistiques, pour nourrir l'observatoire départemental de l'élevage et argumenter les surcoûts (Martinique)
  - Ne pas laisser retomber le soufflé car utilité pour gérer efficacement les fonds publics (nécessité d'agir sur les bons leviers)

- Renforcer les synergies avec le RITA (Guyane). Démultiplier les retours aux éleveurs :
  - S'appuyer sur des éleveurs prêts à soutenir et s'impliquer dans le programme.
  - Communiquer auprès de tous les éleveurs
  - Augmenter la fréquence des publications et leur diffusion
  - Organiser des visites d'élevage, aller sur le terrain, ne pas rester dans les bureaux "culture orale du transfert")
- Accentuer la coordination et l'animation régionale auprès des techniciens:
  - Organiser des journées techniques
  - Avoir une personne relais pour "digérer" l'info des Réseaux, passer des messages clés, simplifier les infos à faire passer, rédiger avec les techniciens locaux des articles de presse à diffuser via leur propre bulletin de liaison ("sortir l'info du système", et messages clés à intégrer dans leur activités quotidiennes de conseil...)
- Utiliser les fermes suivies pour faire de l'expérimentation
- Travailler avec les gens comme ils sont... respecter le fonctionnement de chacun.
- Augmenter la diffusion auprès des organismes professionnels, des organismes de recherche :
  - présenter les résultats en CDOA, aux AG de structures coopératives
  - mettre les docs en pdf sur la base documentaire des RITA (action INRA)
  - manque journal agricole départementale
- Augmenter la fréquence des publications et leur diffusion

## B. MAITRES D'ŒUVRE LOCAUX

Les maitres d'œuvres locaux sont les signataires de la convention qui lie Idele à chacun des Antilles-Guyane pour la mise en œuvre des RRE. Ils sont les partenaires locaux privilégiés du programme au niveau départemental. De façon synthétique, voici les avis recueillis :

Les +	Les -
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositif intéressant et utile</li> <li>• Fierté des productions du RRE</li> <li>• Formation des conseillers</li> <li>• Éléments sur les coûts de production, utilisables pour conseil</li> <li>• Positionnement institutionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décalage entre le travail réalisé et le paiement des conventions</li> <li>• Amalgames RRE / IKARE (communication)</li> <li>• Publications pas toujours assez opérationnelles</li> </ul>

### Un outil de connaissance et d'appui au développement

Pour les maîtres d'œuvre rencontrés, les RRE sont là encore jugé très positivement « *les réseaux sont une bonne chose, la méthodologie est intéressante et cela nous est utile. Les informations ont de plus aidé les éleveurs de volaille qui sont suivis* » (Chambre d'agriculture, Guadeloupe).

Il est vu surtout comme un outil de connaissance (Guyane) :

- Meilleure connaissance des différents systèmes d'élevages dans les DOM.
- Évaluation des niveaux de production et analyse points faibles / points forts.
- Détermination des leviers pour faire évoluer les résultats (Marges de progrès).

Il est aussi vu clairement comme un programme plus large et connecté au monde du développement (Iguavie Guadeloupe) :

- Des données technico-économique à partir 50 fermes réelles « *une vraie collecte d'informations* »
- Mais aussi, des fermes « support » pour des expérimentations, éventuellement
- Au final, des données pour faire des outils, faire évoluer les techniciens en compétence

Pour le maître d'œuvre local de Martinique (Chambre d'Agriculture) les deux principaux objectifs et les principales réussites sont :

- une acquisition de connaissances sur les systèmes d'élevage du département, même si les systèmes de « polyculture élevage de case » pourraient aux yeux du maître d'œuvre être davantage représentés
- une réelle montée en compétence des conseillers élevages, avec à la fois la spécialisation d'un technicien sur la production de références et la diffusion de son travail au sein de la Chambre.

### **Des productions plébiscitées mais insuffisamment utilisées, voire concrétisées**

Pour les personnes rencontrées, les publications sont intéressantes voire perçues de façon très élogieuse « *je suis fier des productions, du travail fait... mais au final, les résultats sont insuffisants* » (Iguavie, Guadeloupe).

Elles sont utiles pour les éleveurs suivis qui bénéficient d'un retour d'information nouveau et appréciées généralement (Guyane).

Néanmoins, pour nos interlocuteurs, les publications sont :

- surtout utiles pour les décideurs de l'administration (Guyane)
- insuffisamment appropriées par les techniciens des différentes structures « *on a fait la collecte de données, il faut maintenant la traduire de façon pragmatique pour aller jusqu'au technicien* » (Iguavie, Guadeloupe)
- pas toujours abouties, comme en volaille « *que fait-on des données ?* » (Chambre d'agriculture, Guadeloupe)
- pas toujours suffisamment nombreuses ou régulières

Le choix des fermes suivies fait débat en Guadeloupe et Martinique avec des optiques différentes pour l'interprofession (suivi d'exploitations en filière organisée via les coopératives) et la Chambre d'Agriculture (intérêt pour les systèmes de production plus diversifiés « de case », bien plus nombreux mais généralement de taille économique limitée).

### **Un fonctionnement jugé satisfaisant ... ou fortement interrogé**

En Guyane, le programme est vécu comme partenarial et fonctionnant de façon fluide entre la Chambre d'agriculture, les coopératives impliquées et Idele. Les CSL sont jugés intéressants, utiles pour augmenter la connaissance technique et comparer les réalités des élevages dans les Antilles-Guyane.

En Martinique, la Chambre d'Agriculture souhaiterait jouer un rôle plus direct dans les suivis pour les filières granivores, à tout le moins les délégations de suivis aux coopératives, et la valorisation des données au service de tous mériteraient d'être clarifiées.

En Guadeloupe, le partenariat est vécu comme difficile par les deux maîtres d'œuvre, qui le déplorent.

Pour l'Iguavie, il y a d'une part, une forte déception et incompréhension du peu de place que l'interprofession occupe maintenant dans le programme « *réduit au rôle de "boîte à lettre" après avoir*

été un ardent promoteur du lancement des RRE en Guadeloupe ». En effet, cette structure juge que la concertation est devenue souvent trop difficile. La synergie avec Ikare est présentée comme nécessaire mais aujourd'hui un certain flou règne sur sa communication et celle des RRE.

D'autre part, l'Iguavie s'interroge sur la circulation des conventions, avec Paris et alerte sur les délais souvent trop courts entre envoi et signature d'une part et entre signature et paiement d'autre part.

Pour la Chambre d'Agriculture, « le fonctionnement n'est pas satisfaisant localement ». Néanmoins l'attente est là « nous avons besoin de nous mettre plus fréquemment autour d'une même table ». La Chambre d'Agriculture note également la fragilité et la conjoncture de certaines filières (volailles de chair, œuf) qui rendent les résultats techniques et économiques des éleveurs aléatoires, voire dégradent le fonctionnement des systèmes dégradent (vente des produits retardés suivant les conditions de mise en marché).

### Les améliorations attendues

- Recréer du partenariat, des échanges, par exemple en réfléchissant des feuilles de route annuelles dans lesquelles sont précisées les missions de chaque partenaire du dispositif
- Créer des indicateurs de résultat
- Élargir à l'analyse de l'ensemble des élevages de porc (environ 40) et de volailles (environ 15)
- Avoir des schémas de production type (proche de l'idée de cas-Type)
- Besoin de conforter/développer l'animation locale et l'appui méthodologique pour passer au transfert avec un retour terrain plus structuré et efficace aux groupes d'éleveurs suivis, groupements, exploitations de tous les éleveurs, qui passe par la constitution de pool des techniciens pour renforcer leur expertise et leur action, créer une boîte à outil...
- Prendre plus en considération l'existence de la culture orale (plutôt qu'écrite)
- La possibilité de demander un acompte sur les indemnités de suivi.

## C. ELEVEURS RENCONTRÉS

Cinq éleveurs ont été rencontrés pour faire le bilan des Réseaux. Ce nombre est limité du fait de contraintes de temps et d'organisation. Même si leurs témoignages sont éclairants, il aurait été intéressant d'en rencontrer un nombre plus important. Parmi eux, un producteur n'est pas suivi (choix au démarrage du programme) par refus, entre autres choses, de voir ses résultats connus de tous (exploitation atypique). La plupart des éleveurs rencontrés sont également responsables professionnels et nous les avons interrogés sur les deux dimensions de leurs activités. Ils sont dans les Réseaux depuis 2007.

De façon résumée, voici ce que nous en avons retenu :

Les +	Les -
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Outil de progrès (premières années)</li> <li>• Meilleure connaissance des performances de l'exploitation</li> <li>• Nouveaux indicateurs techniques (IVV, mortalité...)</li> <li>• Intérêt pour indicateurs économiques (simples : coûts alimentaires, marges brutes...)</li> <li>• Possibilité de se comparer à d'autres</li> <li>• Éléments pour argumenter avec fournisseurs aliments (M)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains critères sont peu parlants, peu adaptés (UGB, critères économiques...)</li> </ul>

## Une réelle satisfaction vis-à-vis des suivis

Pour les éleveurs rencontrés et dont l'exploitation est en suivi, le travail fait sur leur exploitation dans le cadre des Réseaux est très intéressant. Certains soulignent la mise en place d'un partenariat éleveur/technicien, qui n'existait pas auparavant.

D'un point de vue global, le programme est un **outil de progrès**... plutôt réservé aux éleveurs motivés et à visée professionnelle « *on peut faire mieux avec le réseau de référence pour les éleveurs d'avenir* » (Martinique).

Selon eux, les éleveurs suivis ont une utilisation immédiate des données issues des passages du conseiller et des moments de synthèse, mais cela reste **variable selon les personnes** et le stade de développement de leur projet personnel.

L'un d'entre eux nous a dit avoir ainsi pu juger ses pratiques et notamment ses erreurs (regard critiques sur ses connaissances, ses pratiques, ses performances...). Il s'est également approprié très vite les informations ("*j'ai tout ce qu'il me faut pour mettre en œuvre un plan d'action chez moi*"). Il considère moins important d'être suivi maintenant mais souhaite le rester dans un souci de projet collectif (capitalisation) retour sur le fonctionnement innovant du système qu'il souhaite développer (conduite "intensive" en bâtiment en petits ruminants).

De **nouveaux indicateurs** sont mobilisés tant techniques (IVV, mortalité à la naissance...) qu'économiques (coûts alimentaires, marges brutes...), qui ont d'ailleurs permis d'assainir les relations avec les fournisseurs d'aliments (Martinique).

Néanmoins, un éleveur s'interroge sur la simplification de certains **indicateurs** voire la réduction de leur nombre... afin de ne conserver que les mieux adaptés aux caractéristiques des élevages dans les Antilles-Guyane.

## Un programme peu commenté

Les éleveurs ont émis peu de remarques quant au fonctionnement du programme. Ils se sont plutôt exprimés, en tant que **responsables professionnels**, pour souligner :

- Le manque de présence et de suivi sur le terrain ("les techniciens s'y mettent quand le missionnaire de métropole arrive". "On a beaucoup râlé, mais maintenant les moyens ont été mis, donc il faut être plus performant sur le terrain"). En effet les RRE sont vus comme une courroie d'entraînement pour l'ensemble du dispositif technique.
- La nécessité d'avoir des discours simples, des messages clés, des messages de bases pour diffuser (plus efficacement)
- L'intérêt pour les aspects coûts de production.

L'éleveur, observateur non impliqué a dit bien connaître les publications en bovin, les trouver intéressantes... et déplorer qu'il n'y ait rien pour l'élevage de porc pour le département de la Guyane (contrairement aux Antilles).

Il a, par ailleurs, la conviction que les efforts et les soutiens doivent porter sur l'investissement direct aux exploitations et sur du conseil technique et non pas sur des références globales (pour quel usage ? Quels critères diffuser ?). Son département, selon lui, n'est pas prêt pour cela.

## Les améliorations attendues (Guyane)

- Toucher un public plus large pour professionnaliser l'élevage.
- Jouer sur les synergies entre organismes et programmes (Ikare, Réseaux, RITA)
- Mettre en place de l'appui technique à l'échelle de l'élevage guyanais, "Brigade de conseillers motivés".
- Aller vers du conseil payant (gratuit pour le moment et ensuite le rendre probablement payant).

## D. CONSEILLERS ET LEURS STRUCTURES

Les 7 conseillers rencontrés réalisent des suivis d'exploitations faisant partie des RRE. Ils travaillent dans des structures coopératives ou des Chambres d'Agriculture. Ils réalisent de 1-2 à 17 suivis (voir graphique 1). La mission RRE représente donc une partie variable de leur activité.

Les conseillers rencontrés ont un regard positif sur le programme. Ils soulignent à la fois l'apport pour nombre d'éleveurs suivis et l'intérêt qu'ils y trouvent, eux-mêmes pour le développement de leurs connaissances voire de leurs compétences... Ils notent également un certain nombre de limites et d'améliorations souhaitables.

Leurs avis sont synthétisés ci-dessous :

Les +	Les -
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des compétences et des connaissances</li> <li>• Meilleure compréhension des élevages</li> <li>• Échanges avec des experts très stimulants et enrichissants</li> <li>• Production de références, voire de cas-type</li> <li>• Participation projet collectif</li> <li>• Possibilité d'un travail technique qui fait progresser les éleveurs (GY)</li> <li>• Partage avec autres techniciens en CSL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collecte de certains critères économiques est difficile, voire critères techniques (porc ou très petits élevages)</li> <li>• Très forte hétérogénéité des élevages : certains ont du mal à enregistrer données de base (porc), d'autres sont plus autonomes</li> <li>• Évolution de l'échantillon ?</li> <li>• Manque de reconnaissance du travail fait (M-GL)</li> <li>• Faire des documents plus adaptés aux différents éleveurs (+/- techniques)</li> <li>• Rythme de remontée des données trop serré</li> </ul>

### Un programme intéressant...

Ils mettent en avant les **retours positifs des éleveurs suivis** « *Je suis contente de la qualité des échanges avec les éleveurs. Ils ont des résultats qui s'améliorent, ça marche pour une bonne partie d'entre eux* » (SCEBOG – Guyane). « *Pour les éleveurs, ça leur confirme leur situation* » (Chambre d'agriculture – Guadeloupe).

En Guyane, en particulier, l'introduction de **critères techniques simples** est notée comme un apport substantiel (IVV...) pour aider les éleveurs à prendre du recul « *ils sont en particulier intéressés par la partie reproduction, ils adhèrent* » (OS Créole – Guadeloupe). Ces mêmes indicateurs facilitent les comparaisons entre éleveurs, pratiques encore inconnues il y a quelques années.

Les conseillers rencontrés sont unanimes sur l'intérêt d'avoir accès, dans le cadre des RRE, à des formations avec des **experts** venus de métropole (par exemple sur l'alimentation) pour les aider à avancer.

Certains soulignent également le bénéfice qu'ils tirent des échanges lors des **CSL** quand d'autres trouvent ces réunions peu intéressantes « *trop grand-messe* ».

Une conseillère s'est déclarée particulièrement passionnée par le **voyage d'étude** effectué en 2012 à la Réunion « *cela a été une révélation, j'ai vu comment les techniciens accompagnent les éleveurs. Cela m'a donné plein d'idées* »

L'un d'entre eux remarque également que le **logiciel Diapason** s'est notablement amélioré au fil des années pour devenir un outil d'enregistrement adéquat.

De la même façon, tous les conseillers de la filière bovine ont noté que les changements de **dates de remontée des informations** ont posé problème à un moment donné. Une solution de fractionnement des remontées a apporté une réelle amélioration.

Enfin, le travail avec l'**animateur régional** (l'expert Idele/Ifip/Itavi) est apprécié, jugé profitable... et indispensable « *c'est important de conserver une animation régionale pour garder la dynamique de collecte et de production* ». Le travail de **restitution avec les éleveurs et l'animateur** est particulièrement apprécié par une technicienne « *les échanges avec les éleveurs sont valorisants, dans ces réunions, cela met du baume au cœur* ». Cette pratique semble néanmoins limitée (bovin...). La réalisation de **cas-type** ou de synthèse est soulignée comme important et intéressant comme aboutissement.

### ... et perfectible

Plusieurs conseillers mettent en évidence des **difficultés de collecte des données** pour des raisons :

- D'organisation des éleveurs « *en Guadeloupe, la partie économique n'est pas vraiment adaptée... les éleveurs ne font pas toutes les notifications, les factures ne sont pas rassemblées...* » (OS Créole – Guadeloupe)
- De géographie de la collecte si les éleveurs sont très éloignés (Guyane) ce qui exige beaucoup de temps de déplacement...
- De transparence même si dans certaines filières, la relation de confiance s'est installée au fil du temps « *la confiance est plus grande avec les éleveurs, ils disent maintenant ce qu'ils vendent en dehors de la coop...* » (Ikare – Guadeloupe), « *pour ce qui est des salariés, on n'a pas toujours l'information...* » (SCEBOG – Guyane).

De la même façon, le **manque de temps** pour réaliser toutes les tâches a été régulièrement cité.

L'**échantillon** d'éleveurs suivis pose question à plusieurs d'entre eux, pour des raisons parfois opposées (absence d'élevage familiaux ou, à l'inverse, élevages de dimension trop limitée). Certains déplorent le fait que les données de suivi de certains types ne soient pas valorisées. C'est un facteur de démotivation.

De la même façon, un certain nombre de **critères** techniques et économiques ne semblent **pas valorisés**, ce qui laisse perplexe une technicienne qui ne comprend pas pourquoi les collecter. Une technicienne note l'**inertie** de nombreux éleveurs (dans la filière porc, en particulier) pour changer leur pratiques « *ca n'avance pas, j'aurais envie de faire évoluer les gens, mais...* ».

Deux techniciens regrettent le manque de considération pour leur travail exprimé de la part du coordinateur Antilles-Guyane. Enfin, une personne note que l'éloignement en 2014 de l'**animateur régional (filiales bovins viande et lait), basé en métropole** est une limite à une dynamique plus forte du programme et elle le regrette.

## Des idées pour améliorer le programme

- Se dégager du temps dans ses suivis (disponibilité limitée mais peut se faire, sous condition d'être stimulé par l'animateur)
- Discuter de nouvelles idées de valorisation pour être plus près des éleveurs, qu'ils soient plus ou moins techniques, qu'ils lisent ou non...
- Mettre en place des fermes vitrines
- Faire des visites d'élevages en petits groupes
- Proposer des formations avec des cas concrets (alimentation...)
- Construire des outils pour les conseillers (aides à l'accompagnement)
- Préparer des outils simples pour les éleveurs (réglettes comme en petits ruminants)
- Sélectionner des critères simples, parlants pour les éleveurs

## L'avis des responsables de structures

**Les 3 responsables des coopératives rencontrées et le représentant de l'interprofession Viande de Guyane** ont eu des messages positifs avec beaucoup d'attentes pour l'un d'entre eux. Ils ont mentionné que le programme:

- Donne la possibilité aux techniciens de sortir d'un isolement technique, de remotiver les équipes de terrain, de les former (Guadeloupe)
- Est en synergie avec l'intérêt fort des structures économiques pour le calcul des coûts de production (Guyane). **L'attente est forte ainsi que le souhait** de développer le travail des RRE en lien avec les structures économiques pour produire des références utilisables, en particulier autour des coûts de production.
- Cette attente est en phase avec celles de l'Interprofession de Guyane qui souhaite également pouvoir utiliser les données RRE, qui sont une mine d'informations précises, pour créer des **tableaux de bord de suivi de l'élevage guyanais**. A son sens, les résultats des RRE sont insuffisamment diffusés.
- Montre l'efficacité du travail fait par conseiller « spécialisé RRE » (comme en Martinique)

## E. AUTRES ACTEURS LOCAUX RENCONTRÉS

Les profils des autres personnes rencontrées sont divers. Nous les avons interrogées sur leur connaissance du programme et sur leurs attentes.

- L'animatrice du point installation information de Guyane : ne connaissait pas vraiment les RRE avant notre visite, même si elle avait, dans ses présentoirs, des publications du programme. Voit un intérêt à disposer effectivement de références pour installation jeunes.
- Pour l'INRA, la connaissance est bonne. Leurs attentes sont autour d'échanges à relancer avec dispositif INRA existant sur références (agriculture familiale). Une complémentarité existe a priori sur les élevages suivis.
- Pour l'animateur du RITA, le programme est connu dans les très grandes lignes. Il voit les RRE comme un possible relais pour évaluer l'application des mesures qui seront mises en œuvre.
- Pour l'ingénieur Ikare, présent en Guyane, les RRE sont sans mystère. Il voit la force de quelques messages clés qui ont pu être relayés sur le terrain. Il y a des complémentarités et des échanges à continuer de faire vivre, selon lui entre Ikare et les RRE, afin d'entretenir les échanges, les compétences des quelques personnes en charge de l'élevage.

### 3-2 RÉUNION : DES SATISFACTIONS A CONFORTER

Plusieurs catégories d'acteurs ont été rencontrées sur place lors de la mission sur place du 3 au 7 novembre 2014 : des agents de la Chambre d'agriculture (maître d'œuvre local), des opérateurs économiques en charge des suivis, des éleveurs suivis dans le réseau, l'administration, et des utilisateurs potentiels des références produites par le réseau d'élevage (tableau 1).

Parmi les filières dont des représentants ont été rencontrés, des exploitations sont suivies actuellement dans les filières bovins lait, bovins viande, porcs, volailles, mais il n'y a plus de suivis pour le moment dans les filières caprins et lapins.

**Tableau 5 : Personnes rencontrées lors de la mission du 3 au 7 novembre 2014**

Catégorie	Organisme	Personne
Maître d'œuvre local	Chambre d'agriculture	Responsable du département DROME <i>I.Checkouri</i> Responsable du service PDA <i>I.Selin</i> Coordinatrice <i>E.Payet</i> Animateur technique <i>S.Moullan</i> Suivi élevages réseau <i>F.Julienne, Y.Lauret, G.Hoareau, M.Grondin, B.Ramassamy, G.Jeanne (ex)</i> Elu <i>J.M. Lépinay</i>
Opérateurs économiques	Coopérative de producteurs	Suivi élevages réseau Avipôle <i>G. Payet</i> Responsable technique CPPR (porcs) <i>H. Robert</i> Responsable technique SICAREVIA (viande) <i>C.E. Bigot</i> Président CPLR (lapins) <i>J.Payet</i>
Eleveurs		Bovins viande (naisseur-engraisseur) <i>C.Picard</i> Bovins lait <i>D.Picard</i> Volailles fermières <i>V.Miranville</i>
Utilisateurs potentiels		Chambre d'agriculture conseillère JA <i>O.Poutarédy</i> CFPPA Saint-Joseph formateur <i>P.Retailleau</i>
Administration	DAAF	Chef service Economie agricole <i>E. Jeuffrault</i> Service Marché et filières <i>N. Brod</i>

## A. MAÎTRE D'ŒUVRE LOCAL ET CONSEILLERS

### Effets du réseau d'élevage et atteinte des objectifs : une vision partagée entre les acteurs sur les objectifs du réseau

De façon globale les acteurs interrogés transmettent une image largement positive des RRE à la Réunion, mettant l'accent spontanément sur deux types d'acquis : les résultats atteints aujourd'hui (des références de qualité diffusées pour accompagner les éleveurs) et le contexte partenarial qu'ils jugent constructif, notamment entre Chambre d'agriculture et coopératives. La plupart expriment également une réelle satisfaction personnelle à être impliqués dans le réseau.

Plusieurs personnes impliquées depuis 2007 parlent de « réussite » au regard des difficultés rencontrées au démarrage.

Tous ont été invités à lister ce qu'ils considèrent comme étant les objectifs du réseau d'élevage aujourd'hui, ce à quoi il doit servir selon eux. Les réponses des acteurs interrogés sont très convergentes et se regroupent autour des aspects suivants :

- Produire des références :

Cet aspect est toujours cité en premier et différents qualificatifs sont utilisés pour décrire les références que le réseau doit produire : fiables, « neutres », transparentes, indépendantes, mises à jour régulièrement, un objectif de référentiel unique.

- Les mettre à disposition ou les partager avec des partenaires :

Le terme de partenaires est pris dans un sens large et comprend l'administration (DDAF, Conseil Général), les banques, coopératives, organismes de développement ou syndicats (Centres de gestion, JA), ... Le partage de références doit selon les acteurs interrogés alimenter les modèles de ferme des partenaires et la construction de programmes sur l'élevage.

Les utiliser pour l'accompagnement technique et économique des éleveurs pour leurs projets, l'installation, l'innovation ou rassurer sur la rentabilité de l'élevage/d'un système d'élevage.

Plusieurs agents de la Chambre d'agriculture ajoutent que les réseaux contribuent également à la reconnaissance et au financement de moyens pour la Chambre d'agriculture.

Une fois listés les objectifs, les acteurs ont été invités à estimer l'atteinte de chacun des objectifs qu'ils avaient listés, en %. Pour tous ceux qui ont indiqué un % d'atteinte des objectifs, il est toujours supérieur à 50% (le plus souvent entre 60 et 80%), traduisant d'un côté l'idée que la majeure partie du travail est faite et de l'autre qu'il en reste à faire, en l'occurrence d'une part pour mieux partager les références avec les partenaires, et d'autre part pour mieux accompagner les éleveurs.

Le seul indicateur chiffré défini initialement pour le réseau est le nombre de fermes faisant l'objet d'un suivi, soit 70 fermes au total à La Réunion. Ce nombre n'a été atteint qu'en 2010, et en 2014 ce sont 61 fermes qui ont été suivies. L'animateur technique confirme que l'intention du maître d'œuvre local est en permanence d'atteindre cet objectif de 70 fermes mais des difficultés se présentent telles que l'arrêt du suivi dans certaines productions (par exemple lapins en 2013) ou bien des difficultés ou des délais pour recruter de nouveaux éleveurs.

De même l'objectif de 5 élevages d'un même type suivi par un seul technicien s'avère difficile à atteindre. De fait les effectifs de fermes suivies par techniciens sont très variables et couvrent souvent plusieurs types d'une même production voire plusieurs productions (voir plus loin).

En fait dans le cadre du Posei la production de références est affichée comme un objectif en tant que tel et leur valorisation est attendue selon deux axes. Elles doivent tout d'abord permettre de mieux

accompagner les éleveurs dans leurs projets (ce qui passe par un partage des références entre partenaires) et c'est ce que les acteurs rencontrés ont évoqué comme objectif principal du réseau.

Par contre aucune des personnes rencontrées n'a évoqué spontanément le deuxième objectif de valorisation des références qui a été fixé dans le cadre du Posei, qui porte sur l'estimation des surcoûts liés aux contraintes spécifiques de La Réunion. Ceci peut s'expliquer par le fait que les personnes rencontrées sont en majorité des acteurs de terrain. Plusieurs ont cependant été interrogées à ce sujet.

Le sujet est considéré comme délicat puisqu'il renvoie directement à la question des aides européennes en direction des filières. Cependant l'attente des maîtres d'ouvrage d'éléments sur les surcoûts à partir des données du réseau d'élevage est perçue comme légitime et incontournable. Certains rappellent d'ailleurs qu'une contribution a été produite dès 2009 par les Instituts techniques à partir des données collectées à La Réunion.

Pour répondre à cette attente et au regard des enjeux, les acteurs insistent sur la nécessité d'être prudent dans ce qu'on diffuse, de l'accompagner d'explications et de le contextualiser.

Ils rappellent d'une part la dépendance des filières et des élevages locaux vis-à-vis des importations et d'autre part le coût des matières premières, citant à titre d'exemple les surcoûts pour la construction de bâtiments d'élevage.

### **De nombreux acquis pour les acteurs eux-mêmes**

Au-delà de l'atteinte des objectifs à dimension collective, plusieurs personnes impliquées directement dans le réseau d'élevage ont fait part d'acquis pour leur structure ou pour elles-mêmes personnellement à partir de l'expérience des réseaux d'élevage. Plusieurs facettes ont été évoquées :

- Réaliser un accompagnement plus adapté, plus complet auprès des éleveurs :

Le volet économique est considéré par les techniciens de suivi comme un atout et en particulier la possibilité de disposer d'une analyse des différents postes de charges, mais également l'approche de l'ensemble de l'exploitation (ou au moins la collecte d'informations large) plutôt qu'une approche atelier.

Les techniciens de suivi disent qu'ils sont plus attentifs à la dimension économique également dans les autres élevages qu'ils suivent ainsi qu'à l'intérêt pour l'éleveur de garder une trace des évènements.

A titre d'exemple le technicien en charge du suivi des éleveurs de volailles indépendants leur propose une fiche pour noter les évènements liés à la conduite d'élevage tels que le démarrage d'un lot, les traitements sanitaires, etc. En porcs, le responsable technique a appliqué les outils de collecte utilisés pour le réseau dans quelques élevages qui ne font pas partie de l'échantillon suivi dans le réseau, et en bovin lait tous les éleveurs bovins ont été classés à partir de leurs résultats au Contrôle de performance dans les types suivis, dans les deux cas pour pouvoir établir des comparaisons.

- Mieux approcher certaines thématiques techniques :

Au-delà de la production de cas-types et de références sur les moyens de production et les résultats technico-économiques, la réflexion sur certaines thématiques se trouve alimentée par les suivis réseau, et les sujets suivants ont été mentionnés : la valorisation des fourrages et des surfaces fourragères (en bovin), la part des concentrés dans la ration (en bovins laitiers), l'impact des investissements et l'automatisation (en porcin).

- Produire des données neutres et validées par le niveau national et gagner en crédibilité

Le cadre national des réseaux d'élevage est perçu comme apportant une exigence méthodologique et un suivi rigoureux qui garantit et contribue à la qualité des données collectées et des références produites. Ce cadre procure également une crédibilité sur laquelle disent s'appuyer en particulier les coopératives. Du côté de la Chambre d'Agriculture, à tous les niveaux (technique, administratif et élu) on met en avant la neutralité de la structure et par voie de conséquence celle des références produites, on rappelle d'ailleurs que le public potentiel est constitué de tous les éleveurs et en particulier aussi bien les éleveurs en filière organisée que les éleveurs indépendants.

- Accroître ses compétences :

L'expérience du réseau d'élevage est décrite comme ayant apporté de nouvelles compétences. L'approche économique est évoquée comme un apport important et innovant pour des techniciens plus familiers d'une approche exclusivement technique. La méthode et l'outil Diapason avec leur cadre national sont fortement appréciés par les techniciens de suivi qui les mettent en œuvre, même si certains reconnaissent avoir eu quelques difficultés au démarrage. On verra plus loin que, de façon symétrique, l'absence de compétences en économie des autres techniciens de terrain est perçue comme un obstacle à leur appropriation.

- Une valorisation personnelle du fait de la valeur ajoutée de la production de références et du fait de la reconnaissance par les partenaires et les collègues

Plusieurs expriment une réelle fierté à être acteurs du réseau d'élevage en lien avec les différents points cités juste au-dessus, et disent que cela leur apporte une certaine reconnaissance au sein de leur structure « *Faire du réseau est reconnu, on a plus d'éléments pour le conseil* ».

Deux techniciens de coopérative en charge de suivis de fermes du réseau (l'un des deux n'effectue plus de suivi depuis peu de temps) considèrent que leurs objectifs vis-à-vis des réseaux sont déjà atteints puisqu'ils disposent des données dont ils ont besoin pour leur activité.

### **Les publications, principal support de diffusion : bien mais peut mieux faire**

La valorisation des références produites dans le réseau réunionnais passe principalement par des documents et publications sur la base d'un plan de diffusion. Certains documents ont été rédigés à la demande et à destination des élus de la Chambre d'agriculture.

En complément des publications, on peut mentionner chaque année autour de 4 actions de vulgarisation, parmi lesquelles des articles dans la presse, la participation à des foires agricoles et à une journée Portes Ouvertes d'un établissement d'enseignement ou un forum installation, l'organisation d'une journée médiatique en 2011. Quelques interventions annuelles auprès d'organismes partenaires ont également lieu et un séminaire Cas-types a été organisé 2012 avec un encadrement national, il a réuni près d'une vingtaine d'acteurs soit déjà impliqués soit pas directement impliqués.

Les acteurs impliqués dans le réseau d'élevage interrogés se disent tous satisfaits que des documents soient publiés de plus en plus régulièrement et concrétisent le travail de collecte, saisie de données et production de références qu'ils mènent (voir l'ensemble des documents publiés dans le tableau 6).

**Tableau 6 : Documents publiés dans le cadre du Réseau d'Élevage La Réunion**

Type de document	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Référentiel micro-économique</b>	Bovins-lait Bovins-viande	Bovins-lait Bovins-viande	Bovins-lait Bovins-viande Porcs Lapins	Bovins-lait Bovins-viande Porcs Volailles Lapins	Bovins-lait Bovins-viande Porcs	Bovins-lait Bovins-viande Volailles de chair
<b>Résultats technico-économiques</b>		Bovins-lait Bovins-viande	Porcs Volailles de chair	Bovins-lait Bovins-viande Porcs		
<b>Cas-type Libre diffusion</b>		3 bovins-lait 1 bovins-viande	1 Bovins-lait 1 Bovins-viande	3 bovins-lait 1 bovins-viande		
<b>Cas-type Diffusion restreinte</b>			2 Bovins-lait 1 Porcs 1 Lapins	1 Porcs 1 Volailles de chair		3 bovins-lait 1 bovins-viande 1 Porcs 1 Volailles de chair
<b>Chiffres-clés</b>					Bovins-lait et Bovins-viande	
<b>Analyses spécifiques</b>			Impact de la sécheresse Hausse du coût des concentrés	Hausse du coût des concentrés Frais vétérinaires		

Parmi les différents types de documents publiés récemment, les Référentiels technico-économiques sont les plus cités et sont perçus comme une ressource utile. Les acteurs trouvent très positif qu'ils soient rédigés en concertation avec les opérateurs économiques. Rappelons que les Référentiels Bovin lait et Bovin viande sont actualisés chaque année et que les référentiels volailles et porcs les plus récents datent respectivement de 2012 et 2013.

Par contre les documents rassemblant les Résultats technico-économiques des élevages du réseau sont peu cités. Les plus récents datent de 2009 pour les filières bovin lait et bovins viande, de 2011 pour lapins et volailles et 2012 pour les porcs.

Le dépliant Chiffres clés, paru en 2013 sur les filières bovin lait et bovin viande est très bien perçu par tous, puisqu'il permet de fournir à un public large des repères sur ces productions à La Réunion et apporte quelques éléments sur les résultats des exploitations du réseau.

Les Cas-types sont également plutôt bien perçus pour un public technique. Leur production n'avait pas été possible en 2013 par manque de disponibilité de la personne formée pour le faire, mais 10 ont été produits en 2014. En complément, en 2014 un outil Excel est en cours de construction pour permettre aux techniciens de terrain de réaliser des simulations avec l'éleveur à partir du cas-type (outil appelé « moulinette » par l'animateur technique).

Certains apprécient également qu'il existe des documents supports pour la remise des résultats aux éleveurs suivis dans le réseau.

Au-delà de cette appréciation générale positive, le constat partagé est celui d'une valorisation insuffisante des publications et donc des références vers l'extérieur, en dehors des acteurs du réseau.

Pour certains, les publications ne valorisent qu'une part réduite des nombreuses références produites en particulier parce qu'il manque des moyens humains pour les valoriser. Pour d'autres les acteurs locaux ne souhaitent pas les valoriser plus, se satisfont d'un usage restreint à leur propre structure voire n'éprouvent pas le besoin de les diffuser plus puisque de toute façon l'accès à la production est limité par des quotas dans certaines filières.

Les personnes rencontrées évoquent une inadéquation des documents aux publics visés. Plusieurs aspects sont évoqués par les uns ou les autres : les documents présentent des données brutes et manquent d'analyse, ne sont pas adaptés à un public d'éleveurs, ou à un public d'élus professionnels, ou à des techniciens de coopératives, sont compréhensibles par des techniciens formés mais pas à d'autres techniciens qui n'ont en particulier pas de formation économique.

Plusieurs personnes ont notamment parlé des conseillers de gestion et fait le constat que l'utilisation des références produites dans le cadre du réseau ne relevait pas de la seule diffusion d'un document écrit mais plutôt d'une explicitation de la démarche spécifique des réseaux pour en faire comprendre l'intérêt en complément des outils habituels tels que les marges brutes.

Le manque d'accessibilité des documents est également une difficulté ressentie pour les personnes qui ne sont pas directement impliquées dans le réseau, ainsi que le manque de régularité dans les parutions. Notons que le site web de la Chambre d'agriculture présente une page de présentation sur le réseau d'élevage mais ne permet pas d'accès à des références et n'est pas actualisé régulièrement.

Enfin, un technicien de suivi réseau a suggéré que les conseillers de terrain tels que lui devraient être plus directement sollicités pour la rédaction des documents.

## **Des acquis... encore fragiles dans le fonctionnement**

Nous allons dans cette partie passer en revue les différents aspects du programme mis en place pour produire les références et les diffuser, en pointant ce qui constitue des réussites (ce qui fonctionne bien ou satisfait les acteurs) ou au contraire des difficultés (ce qui fonctionne moins bien ou insatisfait les acteurs).

### La collecte et la saisie des données globalement bien assurées

Le processus apparaît dans l'ensemble rodé. C'est à la fois l'avis des acteurs locaux et celui des experts nationaux qui valident les données. Une indication nous est donnée par un taux de validation élevé des suivis effectivement réalisés et enregistrés.

Quelques situations ponctuelles sont évoquées comme pouvant poser problème ou devant susciter la vigilance sous peine de fragiliser la qualité si elles se répètent. Elles concernent l'organisation des activités réseau des techniciens de suivi et leurs compétences.

Un des points sensibles de la chaîne de production de références est de préserver la collecte d'informations sur site en évitant la simple compilation au bureau de données obtenues par ailleurs. Cela nécessite à la fois de s'organiser pour se déplacer sur place, de vérifier avec l'éleveur les données, voire dans certains cas de passer du temps à les retrouver dans les factures et documents de l'éleveur quand il n'y a pas de comptabilité ou quand la comptabilité ne donne pas le détail (par exemple pour affecter les charges aux différents postes).

Signalons que la Chambre d'agriculture dispose d'un outil de traçabilité des déplacements chez les éleveurs puisqu'une fiche de visite doit être remplie et co-signée par l'éleveur et le technicien pour

chaque déplacement dans un élevage. Elle comporte des informations sur les sujets qui ont été discutés.

Une difficulté particulière concerne les agents de Chambre d'agriculture en charge des suivis. Certains ont une activité de contrôle de performance (éleveurs bovins) ou de suivi technique (éleveurs porcins) qui les amène à effectuer des visites régulières chez des éleveurs de leur secteur d'intervention, dont des éleveurs du réseau. Cela leur permet à la fois de mieux connaître l'éleveur et l'élevage, et de collecter les données tout au long de l'année, selon besoins.

Ils sont parfois chargés du suivi réseau d'autres éleveurs situés en dehors de leur secteur, sur le secteur d'un collègue. Ces éleveurs reçoivent donc la visite de leur technicien habituel et celle du technicien réseau, ce qui nécessite une bonne articulation. De fait, les techniciens en charge du suivi réseau se rendent moins fréquemment dans ces élevages, plutôt 2 fois par an (1 fois pour la collecte et 1 fois pour la restitution des résultats à l'éleveur). Un technicien reconnaît même ne pas avoir pu en 2014 se déplacer dans ces élevages éloignés de son secteur, parce que cela entre en concurrence avec ses autres activités.

Il faut signaler que la saisie et la collecte des données techniques et économiques sont citées par plusieurs personnes comme une difficulté. Sont évoquées évoquent la lourdeur de l'approche, sa complexité, la nécessité d'un accompagnement soutenu à la fois au démarrage d'un nouveau technicien de suivi mais aussi de façon continue, pour maintenir et renforcer les compétences, en particulier en économie. L'animateur technique signale par ailleurs que le niveau de formation initiale et de compétences (en économie notamment) des techniciens de suivi est hétérogène, parfois inférieur au BTS et que l'effort de formation et de soutien doit donc être continu et soutenu.

#### Les relations avec les éleveurs du réseau, du recrutement à la collecte et la restitution

Le nombre limité d'éleveurs suivis interrogés dans le bilan (3) ne permet pas de porter une appréciation sur la satisfaction des éleveurs du réseau. Cependant les techniciens considèrent que les éleveurs cherchent plutôt à rester dans le réseau et que les sorties d'éleveurs suivis concernent des situations particulières, mais ne sont pas le signe d'une désaffection générale vis-à-vis du réseau.

Certains évoquent une difficulté de recrutement puisqu'il s'agit à chaque fois de trouver un éleveur d'un type particulier et autant que possible qui est suivi en comptabilité.

Pour certains techniciens l'indemnisation des éleveurs qui participent au réseau est un élément de motivation mais n'est pas la raison de l'engagement dans le réseau pour la majorité. Certains éleveurs d'ailleurs n'auraient pas remarqué la baisse du montant de l'indemnité qui a eu lieu il y a quelques années. Certains craignent cependant une désaffection d'éleveurs dans une proportion difficile à estimer si elle venait être beaucoup réduite voire supprimée.

Concernant la restitution annuelle à l'éleveur de ses résultats prévue dans le protocole de suivi, elle prend plusieurs formes selon les cas :

- Le plus souvent le technicien qui a réalisé le suivi se rend chez l'éleveur et lui remet le document de rendu Diapason en lui commentant ;
- Quand le suivi est réalisé par un technicien de la Chambre d'agriculture différent du technicien qui suit habituellement l'éleveur, la visite de restitution doit être réalisée conjointement par les deux techniciens ;
- La restitution est parfois réalisée par le technicien habituel de l'éleveur et non par le technicien de suivi, c'est le cas des élevages en volailles standard du réseau suivis par Avipole.

Il s'agit de restitutions individuelles. Les avis sont partagés sur les supports de cette restitution, certains les considèrent comme satisfaisants, ou au moins apprécient de disposer de supports papier tandis que

d'autres considèrent que les supports devraient être plus pédagogiques ou plus adaptés aux attentes des éleveurs ou même complétés par d'autres documents.

A côté des restitutions individuelles aux éleveurs, il n'y a pas eu récemment de restitutions collectives spécifiques au réseau qui réuniraient par exemple tous les éleveurs suivis avec une même production ou d'un même type. Par contre, dans plusieurs filières, certains résultats des élevages du réseau rendus anonymes ont été présentés lors de réunions d'éleveurs, par exemple dans des réunions de rendu des résultats du contrôle de performance en production bovine lait ou viande. Il ne s'agit pas dans ce cas de restitutions collectives auprès des éleveurs du réseau mais bien d'une diffusion des résultats à destination d'un échantillon plus large d'éleveurs.

### Une équipe technique réseau qui fonctionne malgré un turn-over perturbant

Les membres de l'équipe technique rencontrés qu'ils soient de la Chambre d'agriculture ou des coopératives mettent en avant un fonctionnement collectif satisfaisant en insistant sur deux aspects positifs : d'une part la formation et l'accompagnement technique soutenus tant au démarrage d'un nouveau technicien de suivi qu'au quotidien, d'autre part le fonctionnement d'équipe en tant que tel qui favorise une bonne entente et une synergie entre agents de la Chambre d'agriculture et coopératives. Les réunions bimensuelles de cette équipe sont décrites comme intéressantes et constructives.

Par contre l'avis quasi-général est qu'il y a un turn-over trop élevé parmi les techniciens de suivi, et que cela perturbe le fonctionnement en demandant plus d'efforts de formation et accompagnement, peut compromettre la qualité des données collectées et saisies et réduit la capitalisation des expériences. Ce turn-over concerne les agents de Chambre d'agriculture et certaines coopératives de producteurs.

De fait, toutes les filières ont été ou sont encore concernées hormis la filière volailles en filière organisée pour laquelle les 5 élevages sont suivis par la même technicienne depuis le début. Sur les années 2006 à 2013, sur les 20 techniciens qui ont effectué des suivis, seuls 5 en effectuent encore aujourd'hui. Si on prend en compte les différentes productions hormis la volaille de chair en filière organisée et le lapin, environ 1/3 des techniciens ont effectué des suivis dans une seule production, 1/3 en ont suivi dans deux productions différentes et 1/3 en ont suivi dans 3 ou 4 productions différentes, ce qui représente une palette large de compétences techniques ... Rappelons qu'en filière lapin et caprins des suivis réseau ont été menés puis arrêtés.

Le schéma initial de 5 élevages d'un même type suivi par un même technicien a été de fait peu appliqué hormis en volaille de chair filière organisée et jusqu'en 2013 en porcs.

### Le partenariat local autour du réseau

Aborder la question du partenariat nécessite de distinguer le niveau politique, de décision, du niveau technique qui regroupe d'une part les personnes en charge du suivi réseau et les autres intervenants en élevage qu'ils appartiennent à une structure maître d'œuvre local ou non.

Schématiquement on peut dire, et on l'a déjà évoqué, que le partenariat technique entre les personnes des différentes structures en charge des suivis réseau apporte satisfaction à ceux qui sont impliqués, et qu'à ce niveau un réel partenariat s'est construit et fonctionne entre Chambre d'agriculture et coopératives.

Selon les personnes rencontrées, le partenariat politique a lui aussi évolué, l'intérêt du réseau y est reconnu et ses résultats sont utilisés mais le réseau est plutôt pour le moment au service de la stratégie de chacune des structures plutôt qu'un outil commun à toutes.

Pour les animateurs l'intérêt des partenaires locaux se concrétise dans une participation au Comité de Suivi Local qui augmente d'année en année.

Les missions des experts nationaux jouent de fait un rôle fédérateur important autour des réseaux aussi bien au niveau technique que politique, permettant à la fois aux équipes de partager et d'avancer autour d'une méthode commune et solide, et aux décideurs de débattre des orientations et de s'appuyer sur une légitimité nationale.

En ce qui concerne les acteurs en élevage qui ne sont pas directement impliqués dans le réseau (techniciens de coopératives ou de Chambre d'agriculture qui ne font pas de suivis réseau, autres structures de développement), le constat unanime des personnes rencontrées est qu'ils sont à la fois peu informés sur le réseau et peu (voire pas du tout) utilisateurs des références produites.

Le séminaire Cas-types de 2012 ouvert à des structures et personnes non directement impliquées dans le réseau a laissé une image très positive. Les personnes en charge des suivis qui y ont vu une opportunité pour à la fois conforter l'équipe et associer des personnes extérieures. Malheureusement il n'y a pas eu de cas-types produits l'année qui a suivi.

### **Le cas particulier de deux filières « sorties » pour le moment du réseau d'élevage**

En filière caprine, des élevages ont été suivis dans le cadre du réseau entre 2007 et 2010. Selon l'animateur de l'association caprine qui a assuré les suivis la dernière année, l'arrêt est principalement dû à la complexité de la production et au fait que la valorisation des produits se fait en partie hors des circuits organisés, avec une filière encore insuffisamment organisée. L'animateur considère que les éleveurs avaient besoin à l'époque d'un accompagnement sur les bases techniques de la conduite des animaux et que l'apport du réseau ne pourrait intervenir que dans un second temps, une fois ces besoins relativement comblés. De son point de vue la filière caprine n'est pas encore aujourd'hui « mûre » pour s'impliquer dans le réseau d'élevage.

Le cas est différent pour la filière lapins. Des exploitations ont été suivies de 2007 à 2014 mais plusieurs techniciens se sont succédés à un rythme rapide à partir de 2012 et les suivis réalisés la dernière année n'ont pu être validés et valorisés (une valorisation est prévue début 2015). Depuis un an environ, la vente connaît un développement important suite à des campagnes de promotion. Pour le Président de la coopérative le réseau d'élevage est un outil très intéressant mais ne lui paraît pas une priorité dans le contexte actuel. De plus il décrit une très grande diversité des structures de production et ne pense pas possible de trouver 5 élevages qui pourraient être suivis dans un même type.

---

## **B. SERVICES DE LA DAAF**

Les deux représentants de la DAAF rencontrés ont exprimé une forte attente vis-à-vis du réseau d'élevage comme outil au service de la production réunionnaise. Ils font le constat que les soutiens à l'élevage ont augmenté ces dernières années mais que la production stagne et considèrent par conséquent qu'il est nécessaire de réinvestir le champ de la technique en s'appuyant en particulier sur le réseau d'élevage.

Ils reconnaissent avoir une vision incomplète du programme et des modalités de mise en œuvre sur le terrain. Leurs questions et attentes portent sur :

- Le choix des types suivis dans le réseau et ce qu'ils représentent par rapport à l'ensemble des élevages ;
- L'articulation entre la Chambre d'agriculture et les coopératives pour la production des références ;

- La diffusion auprès de l'ensemble des éleveurs et des techniciens de terrain.

Ils attendent pour eux-mêmes des éléments sur les surcoûts liés aux contraintes spécifiques de l'élevage réunionnais, et de façon générale attendent du réseau des analyses sur l'élevage plutôt que des données brutes.

Leur souhait est que le réseau d'élevage devienne un outil partagé entre filières, développement, administration et collectivités territoriales et ne reste pas un programme Chambre d'agriculture tel qu'ils le perçoivent aujourd'hui. Ils s'interrogent cependant sur la volonté profonde des filières de s'impliquer dans un tel schéma et donc de renoncer à leurs propres modèles de fermes.

## C. ELEVEURS RENCONTRÉS

Dans la durée de la mission sur place, des visites ont été organisées dans 3 élevages suivis dans le cadre du réseau d'élevage, en présence du technicien de suivi : un élevage bovins viande naisseur-engraisseur (Mme Picard), un élevage bovin laitier (M Picard) et un élevage volailles alternatif (M et Mme Miranville).

Les visites avaient pour objectifs de permettre un contact de terrain en donnant un aperçu des situations de production, d'élargir l'échantillon des techniciens de suivi rencontrés et de permettre d'aborder avec eux la question du suivi en élevage dans les lieux où ils le réalisent, et également de permettre un échange avec des éleveurs sur leur propre bilan de l'expérience réseau. Les techniciens de suivi avaient eux-mêmes choisi les élevages pour ces visites. Les 3 élevages visités font partie du réseau depuis le lancement.

Les conditions de terrain (durée variable, discussion dans la stabulation dans un cas, présence conjointe du technicien et de l'éleveur, ...) n'ont pas permis de mener les entretiens de façon aussi détaillée que s'ils avaient été menés en salle et individuellement, mais les échanges ont malgré tout été fort instructifs et fait ressortir différents éléments quant à la perception des éleveurs.

Les 4 personnes rencontrées expriment une forte satisfaction à faire partie du réseau et une réelle fierté, elles souhaitent poursuivre leur engagement. Elles ont toutes mis en avant l'intérêt d'une part d'un suivi régulier et d'autre part d'une approche de l'exploitation qui leur donne « *une vision globale* ».

Le suivi réseau leur permet de mieux raisonner les choix aussi bien tactiques que stratégiques. Ils citent des thèmes ou réflexions rendus possibles par le suivi réseau, ce qui recouvre à la fois la fourniture de données et le suivi par le technicien : la réduction des charges à partir de l'analyse détaillée des postes de charge, le montage d'un atelier d'engraissement, une réflexion sur l'intervalle vêlage-vêlage, la valorisation des ressources fourragères, la réduction des concentrés dans la ration de vaches laitières.

Dans deux élevages sur les 3 rencontrés, la comparaison possible avec d'autres élevages est considérée comme un point fort, notons que ce n'est pas une attente des éleveurs du 3<sup>ème</sup> élevage qui sont principalement intéressés par le suivi régulier du technicien.

Leur participation au réseau n'est pas forcément connue de tous les autres éleveurs, et quand elle l'est, ils se sentent plutôt valorisés, voire considérés comme privilégiés.

S'ils ne permettent bien sûr pas de porter une appréciation sur l'impact du réseau auprès de l'ensemble des éleveurs réunionnais suivis, ces résultats même fragmentaires illustrent la réalité du travail de terrain, l'intérêt de l'approche pour des éleveurs et le potentiel pour mettre en œuvre un accompagnement qui permet d'avancer sur des thématiques importantes pour l'élevage.

## D. AUTRES ACTEURS LOCAUX

Les deux utilisateurs hors-réseau rencontrés utilisent effectivement des publications du réseau dans leur activité, l'une pour le montage de dossiers d'installation en élevage et l'autre pour l'enseignement en zootechnie en CFPPA (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole).

Leurs avis sont très convergents. Tous deux s'appuient sur les référentiels technico-économiques par production, qu'ils considèrent comme une ressource très complète de données jugées crédibles, solides et validées. Ils apprécient en particulier l'approche globale et détaillée des exploitations, à la fois technique et économique. Ils reconnaissent cependant être peu au fait de la méthodologie suivie pour produire ces références.

Dans leurs deux contextes ils ont besoin de données locales et actualisées, ce que le réseau d'élevage fournit selon eux. Ils apprécient qu'il existe plusieurs types d'élevage par production mais seraient intéressés par un éventail plus large voire exhaustif à l'échelle réunionnaise quant à la diversité des systèmes de production puisqu'ils sont eux-mêmes confrontés à cette diversité, soit dans les dossiers d'installation soit dans les projets d'étudiants.

La conseillère JA a participé au séminaire Cas-Types organisé en 2012 et dit y avoir beaucoup appris. Elle a apprécié en particulier la possibilité d'échanger avec d'autres conseillers.

Tous deux trouvent cependant que l'accès aux documents produits dans le cadre du réseau est difficile puisqu'on ne les trouve pas en ligne et qu'il faut les demander à l'animatrice départementale.

Ils ont été questionnés sur la connaissance du réseau par leurs collègues. La conseillère JA a une collègue bien informée et utilisatrice comme elle, mais l'autre collègue ne l'est pas. Les collègues du formateur en zootechnie ne connaîtraient pas le réseau selon lui.

Nous avons questionné sur le même sujet un chargé de mission Territoire de la Chambre d'agriculture rencontré dans ce bilan en tant qu'ancien technicien de suivi caprin. Il dit ne plus être régulièrement tenu au courant de l'évolution du réseau ou de ses résultats. Pour lui les conseillers Chambre d'agriculture autres que les techniciens de suivi réseau n'utilisent pas les références produites par le réseau.

## E. PISTES D'AMÉLIORATION

Toutes les personnes rencontrées souhaitent fortement la poursuite du réseau d'élevage à La Réunion. Différentes pistes d'évolution ou d'amélioration sont évoquées, nous les évoquons telles quelles, sans préjuger de leur faisabilité au regard des moyens disponibles. Elles tournent autour de 4 points principaux :

### **Mieux valoriser les références**

On l'a déjà évoqué dans le constat comme une nécessité, une meilleure valorisation des références produites est une priorité pour cette nouvelle phase du réseau à La Réunion et nécessite d'y consacrer des moyens humains, et de construire une stratégie. Il s'agit de passer de la production de références brutes à la production de supports de communication, mais aussi d'outils pour le conseil et l'accompagnement, pour l'enseignement, etc. élaborés pour des cibles identifiées avec un objectif précis.

Plusieurs cibles sont évoquées comme prioritaires : éleveurs suivi dans le réseau, éleveurs hors réseau, techniciens hors réseau Chambre d'agriculture, coopératives, CER France, conseillers JA mais également prescripteurs tels que banques.

Les supports de communication pourraient viser à informer de façon large sur les systèmes d'élevage de La Réunion, à faire connaître l'existence du réseau et passer par des publications mais aussi par d'autres supports.

Les outils pour le conseil et d'accompagnement seraient destinés aux éleveurs, aux conseillers et viseraient à mieux valoriser les résultats du réseau tout en apportant une aide à la décision pour les éleveurs. La « moulinette » cas-type mise au point cet hiver va dans ce sens.

En complément, des messages techniques émergent de l'analyse des élevages suivis et pourront être travaillés par les équipes techniques, ils le sont déjà en partie.

### **Consolider l'équipe de suivi et la qualité des données**

Il est clair pour tous que la qualité des références produites est directement conditionnée par la qualité du travail de suivi elle-même en lien avec la dynamique de l'équipe de suivi (Chambre d'agriculture et Coopératives). Tous expriment le souhait que l'équipe se stabilise dans sa composition et que le turnover diminue, et que la production des références soit soutenue par une animation technique et par une expertise locale et nationale complémentaires l'une de l'autre. Échanges et formation paraissent indispensables à maintenir au moins au niveau actuel.

### **Consolider le partenariat aux différents niveaux**

Le partenariat entre maîtres d'œuvre locaux Chambre d'agriculture et coopératives est perçu comme un atout à préserver, ce qui passe en partie selon certains par la désignation d'un référent réseau identifié au sein de chaque coop (qu'il s'agisse de la personne en charge des suivis réseau ou qu'il s'agisse d'une personne différente). Pour le moment ce référent manque pour la filière laitière. Cette désignation permet à l'équipe de suivi de disposer d'un interlocuteur officiel pour faire remonter les besoins de la structure par rapport au réseau, et d'un relais dans la structure pour une meilleure prise en compte des références du réseau jusqu'au terrain.

Il paraît important également que les références du réseau soient utiles et utilisées par les acteurs de terrain en contact avec les éleveurs, en particulier conseillers de gestion, conseillers Jeunes Agriculteurs, banques ... Il s'agit de mettre en place des actions pour les impliquer et pas seulement de leur diffuser de l'information. Un séminaire sur le coût de production est d'ailleurs programmé pour le printemps, et contribuera à cette implication.

### **Faire évoluer le positionnement du réseau en tenant compte des nouveaux besoins et des nouvelles questions**

Élargir pourrait se faire dans deux directions : d'une part élargir le panel de systèmes suivis dans le réseau en prenant en compte par exemple d'autres productions ou d'autres systèmes, d'autres coopératives ou des éleveurs en filière non organisée, des éleveurs non spécialisés ; d'autre part élargir les thématiques étudiées à travers les suivis réseau, ce qui signifie éventuellement de collecter des données supplémentaires pour aborder les thématiques eau, énergie, valorisation des déjections, GES, bâtiments.